

STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET COURS HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

RAPPORT À LA RÉUNION INTERFÉDÉRALE DE RAVENNE¹

Table des matières

<i>I. - Liens avec l'étude sur la Russie</i>	2
Les réunions précédentes.....	2
Industrie et agriculture.....	3
Entreprise et famille.....	4
Kolkhozianisme industriel.....	5
Les formes américaines.....	6
<i>II. – La courbe de croissance de la production capitaliste</i>	8
Précisions sur les graphiques de Cosenza.....	8
Conclusions inchangées.....	10
Le cours ancien des capitalismes nationaux.....	11
Vicissitudes historiques de l'accumulation.....	12
La courbe des maximums.....	13
Conclusions quantitatives.....	15
Le reste du monde.....	16
<i>III. Phénoménologie de la société économique de notre temps dans l'ignoble modèle d'Amérique</i>	18
Prémisse générale.....	18
Éloquentes données américaines.....	19
Économistes italiens et américains.....	20
« Destination » du revenu.....	21
RETOUR EN AMÉRIQUE.....	22
Le cours du monstre américain.....	24
Consommation, épargne et crédit.....	24
Marx et l'Amérique.....	25
<i>AMÉRIQUE 1956 - BILAN ÉCONOMIQUE (codicille à Ravenne)</i>	27

¹ La réunion s'est tenue en janvier 1957. Le rapport en est paru dans les numéros 3 et 4 (1957) de *Il programma comunista*. Dans le journal, il est précédé d'une introduction à caractère organisationnel non traduite ici.

I. - Liens avec l'étude sur la Russie

Les réunions précédentes

Comme il est de règle, le rapporteur a rappelé le plan des sujets de ces réunions qui couvrent désormais une période de six ans dans le travail du parti : travail souterrain, non parce qu'on voudrait le soustraire à la vue des hommes mais parce que c'est un travail qui remédie à un effondrement en recommençant à partir des fondations.

La réunion actuelle est en parfaite continuité avec celle qui s'est tenue en septembre 1956 à Cosenza, avec laquelle elle partage le thème de l'économie occidentale, de même que le compte rendu qui sera diffusé. Celui qui résume la réunion de Cosenza, dont le lecteur et en particulier tout participant à la réunion de Ravenne qui devrait faire un rapport à l'organisation locale, ferait bien de tenir compte, et parut dans le n°19 de 1956 (22 septembre - 5 octobre) de notre journal.

C'est ainsi que s'ouvre une nouvelle série après celle consacrée à la Russie (Bologne, Naples, Gènes, avec la récapitulation de Turin²), et l'intermède de Milan³ sur les questions de la tactique communiste internationale. Cette série sera poursuivie dans d'autres réunions futures, et sa rédaction commencera dès que sera achevée la publication de la série sur la « structure économique et sociale russe », qui occupera quelques autres livraisons.

Comme on l'a dit ailleurs, les matériaux de Milan seront rassemblés en volume ; leur élaboration, commencée depuis longtemps, sera reprise et menée à terme au cours des mois qui viennent.

Les thèmes de la série russe et de la série occidentale sont étroitement liés, non seulement pour des raisons générales qui font de tout processus social moderne une question internationale, mais aussi dans la mesure où notre thèse relative à la Russie se présente comme la démonstration que son économie est soumise aux lois qui régissent le mode de production bourgeois. Par conséquent, l'étude portant sur l'économie capitaliste en général et sur son cours historique met justement en pleine lumière les caractères essentiels que l'évolution russe conserve et reproduit et sert à démentir à chaque instant la théorie mensongère qui prétend décrire la structure soviétique actuelle comme socialiste.

Le rapporteur, après avoir expliqué qu'il n'avait pas été possible de clore la série russe dans ces colonnes avant de consacrer toute notre attention à la série occidentale et avant de rattacher le travail d'aujourd'hui à celui effectué à Cosenza, a voulu s'arrêter sur certains liens étroits entre notre discussion russe dans ses conclusions récentes et la critique de l'économie américaine (de plus en plus prise pour modèle dans l'Europe assujettie), ainsi que celle de la récente théorie économique officielle qui est une apologie du capitalisme sénile, de même que, dans la critique de Marx, l'économie « vulgaire » avait été l'apologie du capitalisme achevé et adulte – tandis que l'économie classique de Smith et Ricardo avait été le cri de guerre du capitalisme juvénile et révolutionnaire du début du XIX^e siècle.

² Mai 1956 : *La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine*. Compte-rendu dans les numéros 12 à 14 (1956) de *Il programma comunista*.

³ Décembre 1955 : *L'opposition de gauche dans la Troisième Internationale communiste*. Résumé dans *Il programma comunista* n°1 de 1956.

Industrie et agriculture

Toute notre étude sur la Russie porte sur la différence radicale entre économie étatisée, c'est-à-dire gérée et contrôlée par l'État, et économie socialiste et communiste, de socialisme « inférieur » ou « supérieur » au sens de Marx. Et donc sur le classement de la structure productive et industrielle russe dans la catégorie du capitalisme d'État et non du socialisme.

La démonstration qu'il s'agit d'un capitalisme d'État non géré par un pouvoir prolétarien et révolutionnaire, et donc orienté vers la révolution communiste totale, qui ne peut être le fait d'une seule nation, mais d'un capitalisme d'État étranger à la direction prolétarienne de classe et donc aussi conservateur et même davantage que le capitalisme « privé » des formes générales du mode bourgeois de production, en Russie et dans le monde ; cette démonstration, en plus d'être tirée de l'histoire de la lutte qui a conduit à la situation politique russe actuelle, s'est aussi appuyée sur une critique serrée de la production agricole, dont les formes se situent encore en deçà de l'industrialisme d'État.

Ce n'est en effet que pour une faible part que la production rurale est gérée par l'État d'une manière comparable à ce qui existe dans l'industrie manufacturière ; et si la part restante ne présente plus de formes de propriété foncière privée et de libre entreprise capitaliste *sur de grandes surfaces*, elle a toutefois été organisée sous la forme kolkhozienne longuement étudiée, dans laquelle la forme bourgeoise rurale est présente et se trouve seulement modifiée en direction de formes, l'une étant la forme coopérative non familiale, où les exploitations sont organisées suivant des modalités nettement contre-révolutionnaires et dégradées par rapport à celles qu'on trouve généralement dans les pays bourgeois occidentaux. Propriété et entreprise figurent à deux niveaux : le niveau collectif où elles ne sont ni nationalisées ni étatisées mais en réalité enfermées dans la forme coopérative, qui continue d'être une forme privée, stimulatrice de l'intérêt privé et faisant prévaloir son rôle anti-socialiste ; le niveau familial où la propriété de la terre et du capital (stocks vifs et morts) servant à l'exploiter, est honteusement rivée à une parcellisation extrême et sans solution historique.

La clé de la théorie marxiste concernant la transition du capitalisme bourgeois au socialisme prolétarien est contenue dans la doctrine originale et puissante du rapport entre industrie et terre, entre ville et campagne. Cette théorie établit que la contradiction séculaire entre les deux formes ne sera jamais résolue au sein du système capitaliste, mais seulement par la révolution et dans le socialisme, lequel inversera la folle urbanisation et l'exode rural des populations qui vont s'entasser dans les monstrueuses *nécropoles* – selon les termes d'un chercheur non marxiste – de la civilisation industrielle.

C'est précisément dans la mesure où la transformation socialiste de la structure capitaliste ne pourra pas être un procès limité à une seule nation aussi grande soit-elle, surtout si la forme industrielle de production n'y a pas atteint le degré de maturité ; c'est précisément aussi dans la mesure où le marxiste a le droit de nier le socialisme mis en œuvre ou promis dans la Russie isolée, qu'il faut affirmer que notre vœu est la révolution politique et socialiste internationale, sinon mondiale, et non une industrialisation bourgeoise à 100%.

La société bourgeoise, dans le modèle que Marx en a tracé de main de maître, alors que les exemples venus à maturité faisaient défaut, ne comporte pas deux classes mais trois (et il n'existe dans leurs interstices que des couches de classes plus anciennes, surtout dans les campagnes) ; elle n'a pas une seule face mais deux ; et nous n'attendrons pas pour en résoudre la crise que les classes n'y soient plus que deux : entrepreneurs et ouvriers ; et que la face en soit unique : celle de la grande entreprise industrielle.

Cette conception est celle des socialistes révisionnistes d'il y a deux générations ; quant aux révisionnistes méprisables d'aujourd'hui, qu'ils prennent le nom de socialistes ou de communistes, ils ont même renoncé à cette position et perpétuent les formes de la petite économie privée, en les préférant franchement à celle de la grande entreprise.

L'idée qu'une société de grandes entreprises pour l'ensemble de la production soit possible, l'État étant dirigé par la classe des entrepreneurs et toute la terre lui appartenant sans répartition privée, est d'ailleurs antérieure à Marx ; c'est celle, démolie par lui, de Ricardo, lequel n'affectait pas la rente foncière au menu fretin familial et paysan mais à l'État, qui affermais la terre à de grandes entreprises privées capitalistes.

La forme moderne kolkhozienne qui prédomine en Russie aurait fait s'indigner un ricardien des premières décennies du XIX^e siècle, de même qu'un socialiste bernsteinien ou turatien du début du XX^e, et à ces deux tournants elle n'aurait enchanté hier que les prêtres et les vieilles bigotes et aujourd'hui, les audaces néo-chrétiennes et néo-mazziniennes des partis paysans-artisans et celles d'intellectuels mesquins.

Entreprise et famille

Concernant la question russe, nous avons montré que la gestion parcellaire prédomine sur la gestion collective au sein du kolkhoze et même dans l'économie agricole en général ; tout en refusant, y compris à la gestion foncière en grand de chaque kolkhoze ainsi qu'à son entreprise collective qui répartit le bénéfice entre les associés, toute qualification de collectivisme et de socialisme. Même si cette prédominance ne ressort pas des données quantitatives brutes (en Russie elle concerne fondamentalement le capital-cheptel – tandis que dans les pays satellites elle concerne encore le patrimoine foncier extérieur aux kolkhozes et aux sovkhozes), elle est irréfutable quant au potentiel contre-révolutionnaire suprême du facteur suivant : la soudure étroite entre l'institution économique et l'institution démographique, l'*entreprise* et la *famille*, binôme de base sur lequel sont construits tous les piliers sociaux du monde privatisé, ce qui a pour résultat de lier cette parcellisation fragmentée à l'extrême aux deux ciments de la réaction anti-socialiste la plus effroyable : religion-clergé et patriotisme-armée.

La bourgeoisie la plus moderne a indiscutablement son centre de gravité et son cœur battant dans la très grande industrie et dans le procès de son effrayante concentration ; elle fonde sa défense de classe, comme la bourgeoisie la plus juvénile, sur l'emploi sans réserve de la dictature, mais elle innove en comptant – ce qui a du reste des précédents historiques dans la lutte anti-féodale d'alors – sur le rôle du second visage de sa société mondiale complexe, sur la mobilisation des couches de petits propriétaires privés. Elle la suscite dans les campagnes où elle puise ses armées pour les guerres impérialistes de masse, et il n'y a pas de raison de ne voir, comme seul allié possible, comme dans l'Angleterre classique, que le grand propriétaire foncier conservateur : elle fonde partout ses partis de droite, dans les phases dictatoriales ou démocratico-libérales, sur les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie, sur lesquelles elle s'appuie pour corrompre les couches purement prolétariennes.

La bourgeoisie a, depuis un siècle, appris du *Manifeste* qu'en suscitant ces grandes armées industrielles de réserve, elle a dû détruire de ses propres mains ces mythes conservateurs que sont le petit foyer domestique qui pourrait toutefois rester toujours allumé, le noyau familial, qui ne tient debout que s'il existe un intérêt économique matériel se transmettant de génération en génération, et avec eux ses grandes digues défensives : la mythologie cléricale, nationale et raciale.

Par conséquent la « politique sociale » du pouvoir du très grand capital, auquel personne ne dispute le rôle de protagoniste dans l'histoire internationale moderne (certains camarades ont extrapolé quelque peu la conclusion sur la position de l'État russe actuel hostile au prolétariat urbain et s'appuyant sur la masse rurale kolkhozienne), paraît aujourd'hui s'appliquer à encourager une fragmentation économique à la base qui enfermerait à nouveau les masses fluides et ardentes dans ces petites et froides agglomérations domiciliaires et d'« installation ».

À quoi tendent les mensonges de l'école économique keynésienne, ou celle du « Welfare », du bien-être national, largement singés en Europe et en Italie, sinon à soutenir, à l'aide de données statistiques habilement truquées, leurs thèses anti-marxistes favorites, selon lesquelles en Amérique (et chez leurs fidèles imitateurs d'après-guerre) il n'y aurait pas de nettes différences de classe, de misère, mais une courbe croissante du bien-être et du niveau de vie général et moyen, un nivellement de plus en plus grand des pôles extrêmes de la jouissance de ce bien-être à divers niveaux sociaux ; bref, il n'y a pas la concentration inexorable de Marx, mais la fragmentation providentielle de la richesse en ruisselets de miel qui baignent tout le monde ?

En Russie, la formation de la machine productive moderne pèse toujours sur les épaules du prolétariat d'usine affamé, y compris durant les pauses entre les révolutions et les guerres : mais, dans les campagnes, joue à plein une politique « keynésienne » en faveur d'une « démocratie économique » timorée et d'une véritable « démocratisation du capital » en réalisant un incontestable transfert de survaleur de la ville vers la campagne que l'État favorise et planifie, tout en parvenant à repérer et défendre le grand capital moderne retranché aussi bien dans les monstrueuses corporations que dans l'État actionnaire, tandis que les « rois » traditionnels du capital privé se réduisent à de rarissimes exemplaires.

La famille sert à la conservation bourgeoise non pas en haut, mais en bas. Tout comme l'hérédité.

Kolkhozianisme industriel

En Amérique aussi, on constate un important protectionnisme de l'agriculture en crise et une politique de l'État qui soutient le cours des denrées alimentaires aux dépens du budget national.

Mais c'est précisément dans les villes et dans les zones hautement industrialisées que la conservation capitaliste rêve d'introduire quelque chose comme du « kolkhozianisme » – s'il est permis, comme l'a dit le rapporteur, d'utiliser ce mot russe dans un sens général et mondial. Nous voyons du kolkhozianisme partout où l'on prend appui sur un îlot d'entreprise familiale qui reproduit en son sein la fusion patriarcale-féodale entre production et consommation. C'est sur cette trame traditionnelle et arcadienne⁴ que se fonde une sensibilité à l'intérêt individuel-familial qui est totalement conservatrice. Quand l'assurance de la nourriture du lendemain repose non seulement sur une activité de travail qu'il faudra fournir, et qui est inhérente aux capacités de la force de travail du sujet, mais aussi sur la sûre disposition d'une quantité de stocks, matières premières et instruments de travail à petite échelle, auxquels appliquer cette force subjective et quand ce micro-mécanisme permet aussi d'occuper, en plus de l'activité de l'individu adulte, celle des membres de sa famille, femme et enfants des deux sexes, alors, à cette structure économique correspond une superstructure idéologique craintive, traditionaliste, conservatrice et fondée sur le « avant tout, ne pas perdre », qui fait du travailleur et de ses « auxiliaires⁵ » (terme de la statistique agricole italienne à l'époque fasciste, pas très différent de celui qu'emploie la statistique russe) un défenseur acharné de l'ordre existant. À qui se trouve dans un tel réseau serré d'intérêts matériels, il faut un régime qui, comme celui des États bourgeois, consacre la liberté et la sécurité de la propriété : la « protection de la propriété kolkhozienne », dans la Constitution soviétique, n'est pas autre chose.

Le travailleur de la grande entreprise qui n'a plus rien à consommer durant les périodes de chômage et n'a pas de foyer à allumer ni parfois de logement stable s'il n'accomplit pas la vente quotidienne de sa force de travail, et pour lequel produire et consommer sont deux phases

⁴ L'Arcadie était une région pastorale de la Grèce antique, célébrée dans la littérature comme étant celle du bonheur patriarcal.

⁵ Ital. : *coadiuvanti*.

étrangères l'une à l'autre, séparées désormais par un abîme impossible à combler, parce que non seulement ce qui sort de ses mains ne peut être emporté sous peine de délit, mais n'est généralement pas consommable par lui ou par les membres de sa famille ; ce travailleur, et lui seul, sous l'effet d'une telle infrastructure matérielle de rapports, s'élève à la position sociale de celui qui n'a rien à perdre et tout à gagner dans la lutte révolutionnaire. C'est là l'abc du marxisme. Et chez ce travailleur, le capital a détruit tout intérêt à la transmission héréditaire, et donc l'idée d'unité familiale, tout attachement au lieu d'exploitation, tout patriotisme, tandis qu'existent les prémisses permettant de le soustraire à la foi religieuse et d'en faire un combattant pour une forme sociale différente, pour améliorer non plus son propre sort, ni celui de son frère, de son fils, de son voisin d'usine, mais celui de l'ensemble mondial des sans-ressources.

La théorie de la misère croissante prédit que le nombre de ceux qui y tombent augmente à mesure que se développe l'accumulation du capital, alors même que le salaire et le niveau de vie moyen des ouvriers en activité s'améliorent historiquement ; mais la théorie marxiste n'a jamais considéré que, pour passer au socialisme, il fallait attendre que tous les travailleurs soient réduits à l'état de véritables sans-réserves par l'expropriation des très petites propriétés parcellaires. L'absurdité scandaleuse du très faible rendement de toute production parcellisée par rapport à la production associée ne peut pas être totalement surmontée sous le régime capitaliste ; et cette impossibilité est de plus en plus grande à mesure qu'on passe de la fabrication d'objets manufacturés au commerce et à la production des denrées agricoles.

Les formes américaines

Toutes les formes de l'économie américaine, ou celles qui y sont particulièrement développées, et sur lesquelles se fonde la prétention qu'il n'y aura jamais là-bas de parti révolutionnaire, de lutte de classe et même, selon les derniers apologistes les plus extrémistes, enivrés par le « boom » qu'elle traverse (mais non sans nuages récents à l'horizon), qu'on ne pourra plus y distinguer les classes sociales (aujourd'hui en Amérique, chacun vivrait d'un *job*, d'une place rémunérée, et personne ne serait dépourvu d'un bon petit capital en actions de sa propre entreprise ou d'autres, ou encore en obligations d'État ; d'ici un nombre d'années calculable, plus personne ne vivrait dans une maison louée, mais tout le monde aurait la sienne...), toutes ces formes dont on a fait la propagande à l'aide d'un *battage*⁶ sans égal méritent le nom que nous leur donnons de *kolkhoziennes* ; et elles ont aussi en commun avec la forme russe qu'on en fait la publicité en se servant du même instrument : le vaporisateur de statistiques de croissance.

Parmi ces formes on distingue les suivantes : 1. La forme *démocratique* du *capital*, dont le président réélu lui-même⁷ a fait l'apologie, c'est-à-dire la distribution d'actions de l'entreprise aux travailleurs stables, pour partie en « cadeau » pour leur ancienneté au service du même employeur, pour partie en *épargne* sur la rétribution due au travailleur lui-même. 2. La politique de soutien à la construction de maisons pour les travailleurs d'une même entreprise, avec avances de l'industrie, de l'État, crédit à long terme et à bas taux d'intérêt que le travailleur ou l'employé peut déduire de sa paie, devenant propriétaire de son logement à proximité de l'usine, une fois libéré de son loyer. 3. Le système envahissant des ventes à crédit, d'articles domestiques complexes en plus des motos et des voitures ; ce qu'on appelle « *installment*⁸ », c'est-à-dire l'équipement de la maison vide en meubles et appareils divers, depuis la machine à

⁶ En français dans le texte.

⁷ Il s'agit d'Eisenhower.

⁸ Terme américain désignant le paiement échelonné.

laver jusqu'au réfrigérateur et au téléviseur : tout cela fourni à crédit de longue haleine sur la foi du lien de l'employé avec une entreprise donnée.

Ces trois formes principales constituent une vente anticipée de force de travail future, qui a pour conséquence de transformer le sans-réserves en débiteur, c'est-à-dire possédant négatif, propriétaire de moins que rien. Mais en attendant, le petit paquet d'actions, la maison, la voiture, tout l'équipement domestique qui donnent la sensation d'une possession et d'une jouissance conquises, sont là et fournissent une bonne base à la psychologie petite-bourgeoise et réactionnaire⁹ favorisée par tant d'autres aspects débiles des mœurs et de la mentalité américaines, plus répugnants d'année en année.

Nous savons qu'en Italie ces formes ont leurs chauds imitateurs avec les plans Fanfani et Vanoni, avec les campagnes démagogiques des partis « de gauche » en faveur de la fameuse *stabilità* en matière de logement, de propriété foncière et d'emploi.

Des économistes de mentalité tout à fait bourgeoise ont parlé de ce système ultramoderne comme d'un nouveau « féodalisme industriel » qui pointe à l'horizon. Il intègre la fonction conservatrice de toutes les « conquêtes » qui, dans les pays les plus riches, la toute première étant l'Angleterre dès l'époque de Marx et d'Engels, furent soutenues par les socialistes légalistes, puis par les divers partis catholiques sociaux et sociaux-démocrates, et ont enfermé le prolétariat salarié dans le réseau d'assistance et de prévoyance avec leurs mille formes d'assurance contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, l'infecte machine bureaucratique formant une gangue et instillant une corruption petite-bourgeoise dans les rangs des organisations ouvrières qui désormais, sous tous les cieux et sur tous les fronts, n'engagent plus de luttes, même pour des conquêtes immédiates et très modestes, mais quémangent concessions, protections et saupoudrage d'aumônes.

En Amérique, on mécanise la modeste maison du travailleur de sorte qu'il ne perde pas de temps en services domestiques : tout est dans le réfrigérateur, en conserves prêtes à la consommation et sans faire de cuisine, et on le remplit en téléphonant au boutiquier qui inscrit le débit sur un compte. Le temps de la femme et de la fille devient disponible pour le capital qui a faim de force de travail, mais les effets du « foyer » sur la structure économique et sur la superstructure idéale restent les mêmes : surtout ne pas compromettre la stabilité de ce nid rempli d'engins, typiquement kolkhozien et aussi rétrograde que l'isba de la campagne russe.

L'auditoire a ri de ces préliminaires sur les kolkhoziens industriels d'Occident qui nous font détester encore plus le kolkhozien « socialiste » d'Orient et chez lesquels la boîte de bouillon de poulet, sans faire cocorico à l'aube, a la même fonction que le petit poulailler privé autorisé par la Constitution russe.

⁹ Ital. : *codina*, de coda, queue. Litt. : ceux qui sont à la traîne.

II. – La courbe de croissance de la production capitaliste

Précisions sur les graphiques de Cosenza

La réunion de Cosenza a été illustrée par deux graphiques reproduisant le développement de la production totale de l'industrie dans les différents pays que Khrouchtchev a comparés dans son discours au XX^e Congrès russe, et qui précisaient ce qui était déjà contenu dans l'aperçu historique du cours du capitalisme inséré dans le volume du *Dialogue avec les morts*. Le premier graphique fournissait la série des indices de la production industrielle de sept pays : URSS, USA, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Japon, Italie. Les indices prenaient pour référence la valeur 100 pour l'année 1932 et détaillaient année par année la décennie d'après-guerre 1946-1955. Ce graphique était en outre relié aux données de 1937 et de 1932.

Un second graphique, dérivé du premier, mentionnait pour l'ensemble des neuf années et année par année la valeur de l'accroissement de la production par rapport à l'année précédente, valeur s'avérant indépendante du choix de l'année de référence.

Ces graphiques ont été construits à l'aide de données officielles de source russe : en plus de celles du discours de Khrouchtchev, celles de Staline aux précédents congrès et certaines données présentées dans les notes de Varga sur l'*Impérialisme* de Lénine.

Ces données présentaient quelques lacunes et on avait suppléé aux années manquantes en supposant un accroissement constant pour la période en question. De plus, dans les calculs et dans la comparaison des sources, on s'était exposé à quelques petites incongruités. Les deux tableaux présentés dans l'édition de Cosenza ont été ici rectifiés avec soin, rectification qui, de plus, s'avéra concordante avec les données non russes et celles des annuaires internationaux.

Étant donné qu'à Cosenza des camarades ont copié données et graphiques, nous reproduisons ici les données après rectification, en indiquant d'abord pour chaque pays les indices de production pour les années 1946 à 1955 (soit dix chiffres) rapportés à la base 100 de 1932, puis les accroissements année par année, soit 9 chiffres.

Années	Grande-Bretagne		France		Allemagne		Etats-Unis		Japon		URSS		Italie	
	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%	Indice	%
1946	153	-	91	-	58	-	283	-	52	-	252	-	109	-
1947	157	2,6	107	17,6	80	13,7	315	11,1	63	21,2	309	22,6	129	18,4
1948	175	11,5	123	15,0	109	13,7	324	2,9	83	31,7	390	26,2	153	18,6
1949	187	6,9	133	8,1	155	42,2	304	-6,3	103	24,1	470	20,5	164	7,2
1950	199	6,4	133	0,0	195	25,8	337	11,0	117	13,6	585	24,5	188	14,6
1951	208	4,5	151	13,5	234	20,0	371	10,1	159	35,4	684	17,0	216	14,9
1952	199	- 4,3	157	4,0	250	6,8	390	5,0	177	11,3	768	12,3	224	3,7
1953	210	5,5	152	-3,2	262	8,8	419	7,3	216	22,1	865	12,7	247	10,3
1954	225	7,1	165	8,6	305	12,1	389	-7,1	234	8,4	983	13,7	270	9,3
1955	235	4,4	181	9,7	355	16,4	433	11,3	244	4,3	1 108	12,7	294	8,9

On a donné quelques indications sur les résultats de 1956, mais ce ne sont que des prévisions, la fin de l'année¹⁰ étant encore proche. Pour la Russie, le plan prévoyait un taux de 11,5%, moins que les 12,7% de 1955. Il semble que l'augmentation ait été plus faible : les données concernant certains produits de base de l'industrie lourde, qui l'emportent habituellement sur l'indice moyen, indiqueraient : acier 8,5 contre 8,6 prévus par le plan ; pétrole 19,2 contre 13,8 ; électricité 15,5 contre 13,5. Il y aurait amélioration, mais il semble que l'industrie légère (et aussi les charbonnages) soit en retard sur le programme. En effet, le rapport russe officiel sur le développement économique du pays dit : « La production industrielle a augmenté d'environ 11% par rapport à 1955. Mais certains secteurs industriels ont souffert de graves déficiences et parmi eux les ministères de l'industrie charbonnière, de la métallurgie du fer et des matériaux de construction qui n'ont pas atteint les niveaux fixés ». Même aux USA, les nouvelles sont contradictoires ; par rapport aux 11,3 nets de la grande année 1955, il y aurait eu en 1956 un accroissement de 2,6 selon certaines sources, et de 5 (plutôt douteux) selon d'autres.

En Italie, on prévoit 8% contre 8,9 précédemment. En France, 7% après 9,7. En Allemagne, 6% seulement contre l'imposant 16,4 de 1955 ; mais d'autres informations affirment que les données relatives aux deux derniers mois ont été exceptionnelles. On ne dispose d'aucune donnée sur le Japon ; en Angleterre, après le modeste 4,4% de 1955, les premiers mois de l'année ont enregistré une augmentation, mais les derniers, une baisse ; l'accroissement sera proche de zéro.

Conclusions inchangées

Il est nécessaire de préciser que les rectifications que nous avons apportées n'ont rien changé aux conclusions que nous avons tirées du tableau de Cosenza.

Khrouchtchev, avec son petit tableau, voulait montrer la supériorité indiscutable de l'industrie russe. Il a choisi les indices de 1929, c'est-à-dire qu'il a pris pour base 100 une année où l'ensemble du monde capitaliste avait, avant la crise, une production maximale, tandis que seule la Russie en était au creux absolu ou presque de sa production durant toute l'époque des deux guerres. Le minimum absolu eut lieu en 1920, année où une industrie pratiquement détruite refit ses premiers pas. Quoi qu'il en soit, le tableau 1929-1955 de Khrouchtchev était impressionnant. Tandis que la Russie avait augmenté sa production de plus de vingt fois, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne en étaient à un peu plus du double, et les autres au-dessous. Si on avait au contraire choisi une année de crise pour le capitalisme occidental, comme le fut l'année 1932, fond du précipice des années 1929-1932, le résultat aurait été tout autre. Si on rapporte en effet les mêmes chiffres de Khrouchtchev à l'indice 100 de 1932, la scène change : la Russie, qui en 1932 ne ressentit pas la crise internationale, en est à 11 fois plus et non 20 et davantage ; les États-Unis à 4,33 ; l'Allemagne à 3,55 ; les autres arrivent après. La supériorité russe de presque dix fois se réduit à deux fois et demie.

Si donc on choisit la crise qui les a tous secoués (à l'exception cette fois-ci, comme on l'a mis en lumière à Cosenza et dans le *Dialogue*¹¹, de l'Amérique qui fait toujours de bonnes affaires dans les guerres mondiales), apparaît le tableau dont nous avons donné plus haut les chiffres détaillés.

Sur neuf années, la Russie ne connaît l'accroissement annuel maximal que trois fois. Par trois autres fois, c'est l'Allemagne, et par trois autres encore, c'est le Japon, pays vaincus avec éclat. Ce sont donc les désastres qui expliquent les taux élevés ultérieurs.

¹⁰ Il s'agit de l'année 1956. Le numéro du journal est daté de février 1957.

¹¹ *Dialogue avec les morts*, éd. Programme communiste. Le tableau y figure p. 127 et il est commenté de la p. 140 à la p.146.

Le bond annuel maximal est celui de l'Allemagne avec l'incroyable 42,2% de 1949 ; puis suivent le Japon avec 31,7% en 1948 et la Russie avec 26,2% la même année.

La série des progressions d'un bout à l'autre de ces neuf années est significative. La Russie, avec une multiplication par 4,40, *n'est pas la meilleure, mais seulement la troisième*. En tête arrive l'Allemagne avec un très remarquable 6,12. Il s'agit d'un capitalisme qui n'est plus jeune désormais et qui, suivant notre loi générale, ne devrait pas avoir les accroissements maximaux : ceux-ci découlent de la destruction et de l'invasion totales précédentes, lesquelles n'ont cependant pas anéanti le potentiel scientifique, technique et productif du pays. Le deuxième des sept est le Japon, avec 4,69 : s'il s'agit d'un capitalisme plus jeune, la défaite n'a pas été cependant suivie d'une invasion territoriale aussi terrible, ni d'un démembrement. La Russie, troisième avec 4,40, *compense* l'extrême jeunesse de son capitalisme, fait favorable, avec la victoire, facteur négatif de ce point de vue, mais victoire qui fit suite à une invasion destructrice des zones industrielles les plus importantes. L'Italie n'est pas moins que quatrième ; pays, elle aussi, de capitalisme adulte et donc accumulateur peu rapide, mais, elle aussi, battue et envahie. La France est cinquième, elle a vaincu, mais, comme la Russie, l'a chèrement payé et son capitalisme est ancien et lent. La Grande-Bretagne, victorieuse et d'un âge avancé, est sixième. Septième, l'Amérique, qui a vaincu totalement sans avoir été touchée par un seul bombardement aérien et dont le capitalisme est désormais mûr.

Par conséquent, ce qui joue sur la vitesse d'accumulation, ce n'est pas la nature qualitative de la forme de production (le cas échéant, elle baissera très nettement avec le socialisme), mais elle est influencée favorablement par : l'origine récente du capitalisme, une crise économique récente et la défaite dans la guerre, en particulier si elle est suivie d'une invasion désastreuse.

Les causes contraires agissent en sens opposé, c'est-à-dire en ralentisseurs de la croissance accumulatrice : âge avancé, origine ancienne du capitalisme, victoire dans la guerre, défaut de destructions territoriales et absence de crises récentes de l'économie générale.

Le cours ancien des capitalismes nationaux

Pour vérifier ces règles ou lois du cours général de la forme capitaliste, il était évidemment nécessaire d'avoir recours à des données statistiques plus anciennes que celles utilisées jusqu'ici et limitées au siècle actuel. On ne trouve pas facilement ces données et leur interprétation n'est jamais aisée.

Un auteur est parvenu depuis longtemps aux mêmes conclusions que nous : capitalisme ancien et rapide, capitalisme moderne et lent, c'est Kuczynski, lequel cependant n'en déduit pas la cause de l'âge mais de la nature différente du capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle, auquel il attribue un rendement social plus élevé relativement au capitalisme moderne, monopoliste et dirigiste, qu'il considère comme inférieur et parasitaire, à la manière de Lénine.

Kuczynski est un marxiste allemand prosoviétique, auteur de recherches historiques sur la production et le commerce mondiaux, sur l'accumulation ou reproduction élargie du capital, et sur la situation de la classe ouvrière. Il fournit des données qui, d'année en année, vont jusqu'en 1859 et sont relatives à l'Angleterre, aux États-Unis, à l'Allemagne et à la France ; et des données encore plus anciennes, mais regroupées par décennies, qui reculent encore d'un siècle pour l'Angleterre, jusqu'en 1829 pour les États-Unis, jusqu'en 1801 pour l'Allemagne et pas plus loin que l'année 1859 en question pour la France.

À partir des données décennales, on peut élaborer celles des années clôturant les décennies et c'est ce que nous avons fait, mais il y a une autre raison qui laisse planer une forte incertitude sur les chiffres adoptés et réunis sur un grand tableau mural qui a été exposé et longuement expliqué.

En effet, pour ses indices année par année, qu'il rapporte habituellement à 1913 comme base 100 (et aussi à 1900 pour les indices décennaux des USA), l'auteur prévient qu'ils ne concernent pas *toute* la production industrielle (comme c'est le cas de tous ceux que nous avons utilisés jusqu'à présent et portant sur la période récente, avec lesquels nous avons complété notre tableau déjà cité, ceux de Kuczynski s'achevant en 1933), mais seulement une partie de celle-ci qu'il est difficile d'évaluer, ce que nous avons fait implicitement en l'absence, pour le moment, d'autres données plus explicites qui feront l'objet d'une recherche ultérieure. Il s'agit en effet des « Industriewaren », à savoir des marchandises industrielles, des produits de l'industrie, mais en se limitant, comme l'expose l'auteur, aux seules fabrications utilisant comme matériaux à transformer des produits d'autres industries d'amont, et non des produits de cultures agricoles. Par conséquent, dit l'auteur, on laisse de côté dans les indices l'industrie textile, dans la mesure où ses matières premières sont des fibres végétales (la filature seulement ou aussi le tissage?) et toute industrie du bois qui traite les produits des cultures forestières. On pourrait même en conclure que la sidérurgie des hauts-fourneaux ne serait pas prise en compte, étant donné qu'elle a pour matières premières du minerai de fer et du charbon, et qu'en toute rigueur ne le serait que la transformation de la fonte en acier : mais la valeur des indices modernes écarte une telle interprétation et, à l'évidence, ils incluent les produits des industries minières en n'excluant que les matières premières organiques et non minérales.

Malgré ces réserves explicites, le tableau s'est prêté à des conclusions du plus grand intérêt.

Vicissitudes historiques de l'accumulation

Bien que la Russie, le Japon et l'Italie, que nous avons examinés en même temps que les quatre autres, soient absents du tableau¹², ce dernier fait apparaître avec évidence certaines règles générales du procès d'accumulation que nous avons vérifiées, pour une période plus récente, à une échelle géographique plus large.

Les lignes du diagramme changent de caractère aux environs de 1900 et, plus nettement, de 1913, à la veille de la première grande guerre internationale. Jusqu'à cette époque décisive de l'histoire du capitalisme, le cours apparaît calme et sans secousses brusques, les oscillations sont légères et on ne constate presque pas de cas évidents de diminution de l'indice (ce qui signifie tout autre chose que la constance de l'accroissement, puisque nous verrons sous peu que l'on conserve la règle de l'accroissement élevé dans les périodes anciennes et beaucoup moins élevé dans la période récente). Après 1913, les quatre lignes considérées commencent à présenter une alternance violente de brusques chutes et de remontées non moins pentues dont nous ne reprenons pas dans ce résumé la description faite dans le *Dialogue* et dans le rapport de Cosenza. On sait que les *piqués* les plus impressionnants sont ceux de la grande crise de 1932, commencée en 1929, qui n'épargna que la Russie, et des deux guerres mondiales qui n'épargnèrent que l'Angleterre et furent au contraire marquées par des augmentations et une montée de la courbe en Amérique. S'y insèrent les crises mineures bien connues : celle des États-Unis en 1921 qui influa sur la France et l'Angleterre, tandis que l'Allemagne, effondrée en 1919, en connut d'autres en 1923 (coïncidant avec de fameux soulèvements du prolétariat) et la crise américaine de 1938 qui se manifesta en 1936 en Allemagne et se fit sentir en Angleterre en 1938 de même qu'en France, crises que nous appelons crises de Staline parce que celui-ci prévoyait l'écroulement du capitalisme dans une guerre qui s'annonçait (discours du printemps 1939), alors que le capitalisme répondit par la nette reprise que la guerre en Europe produisit comme d'habitude en Amérique et par une nouvelle chute de cette dernière en 1941, à laquelle elle répondit en entrant en guerre et en provoquant la ruine de tous les autres et sa propre reprise spectaculaire. Cette dernière, comme nous l'avons montré ailleurs, laissa bien loin derrière l'industrialisme russe, frappé par l'invasion allemande dans ses parties vitales.

¹² Il s'agit du tableau tiré des données de Kuczynski.

L'Amérique connut une autre crise, secondaire, en 1945, causée par la tension de la « guerre froide », une autre encore en 1949 à laquelle remédia la guerre de Corée, encore une véritable affaire mondiale, et une autre chute notable en 1954 à laquelle succéda le « boom » de 1955. Nous nous limiterons ici à donner les chiffres de l'Amérique à partir du maximum de 1937, en signalant qu'ils concordent parfaitement avec le graphique américain présenté à Cosenza, et avec les commentaires du compte rendu synthétique déjà cité et auquel nous renvoyons le lecteur :

1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949
220	162	213	236	308	373	445	435	375	328	365	376	353
1950	1951	1952	1953	1954	1955							
391	430	452	486	451	502							

Nous prévoyons que l'année 1956 se situera aux environs de 515 qui est de toute façon le maximum jamais atteint, le sextuple de 1914, tandis que les phases ascendantes qu'expriment les chiffres cités ci-dessus présentent des accroissements qui, même entrecoupés de chutes brutales, comme nous l'avons montré ailleurs, ont dépassé les taux russes contemporains, par exemple entre 1938 et 1943, soit une multiplication par 2,75 en 5 ans, alors que la Russie marquait le pas en augmentant sa production d'à peine 20% contre les 175% de l'Amérique qui fit la guerre aux frais de son alliée très éprouvée. Celle-ci rechutant en 1946 au niveau de 1938, là où l'Amérique, pour la même période, se maintient toujours au double, malgré la crise transitoire.

Laissant de côté d'autres détails qui ressortent du tableau, on notera combien est significative la prévision par Marx de la violente alternance de hauts et de bas caractérisant l'accumulation capitaliste, prévision déduite du cours antérieur à 1860 où les variations sont à peine marquées ; ne l'est pas moins celle, issue de la même école, due à Lénine, sur les tempêtes, analysées à la veille de la première guerre mondiale, qui allaient secouer l'impérialisme moderne.

Les données des tableaux de Kuczynski et du diagramme complet montrent de toute évidence la diminution des accroissements relatifs au cours du temps dans tous les pays considérés. Et cela malgré l'absence d'industries comme l'industrie textile avec laquelle la grande industrie capitaliste connut, particulièrement en Angleterre, son prologue irrésistible et éclatant.

Tous les calculs effectués sur les indices numériques montrent que le capitalisme présente, au départ, des accroissements annuels de la production industrielle qui se situent entre 15 et 10 % et qu'à la fin il chute à un rythme de 3% et même moins pour le plus ancien d'entre eux, l'anglais.

Lors de la réunion, afin de mieux étudier ce cours à grande échelle historique, on a mis en lumière une méthode qui consiste à tracer au-dessus de la ligne de chaque diagramme une ligne qui l'*enveloppe* par le haut, c'est-à-dire reliant tous les maximums *ponctuels* au-dessous desquels apparaissent les *creux* des crises et des grandes guerres, surtout celles qui ont été perdues. Cette nouvelle ligne montre à l'évidence la loi de la baisse des accroissements, à laquelle elle permet de donner une forme commune aux différents exemples historiques et aires géographiques, ce qui sera l'objet des études ultérieures.

La courbe des maximums

La méthode décrite consistant à étudier non pas le diagramme effectif des indices de production industrielle année par année, mais la courbe qui en est déduite en reliant tous les maximums qui

séparent une montée précédente de la chute ultérieure due à des crises de la production et souvent à de grandes guerres, permet de conclure avec sûreté – sous réserve d'élaborer par la suite des tableaux et des graphiques d'indices plus complets et plus contrôlés et surtout déduits selon un critère uniforme pour la totalité du cours historique – quant à la validité des lois auxquelles on a fait allusion dans le *Dialogue avec les Morts*.

Qu'il soit comme toujours bien clair que ce faisant, nous ne prétendons pas avoir découvert quoi que ce soit de nouveau mais seulement donné une expression plus utilisable à la doctrine marxiste du capitalisme que le mouvement communiste possède, en un bloc unitaire depuis désormais 120 ans environ, et qui doit nous servir jusqu'à la mort historique du dit capitalisme.

Ces lois expriment le fait que l'accroissement annuel moyen de la production est maximal à la naissance de tout capitalisme national et qu'il va progressivement en diminuant. Sur le plan quantitatif, la loi a trait habituellement à la décroissance d'un taux, d'un pourcentage, tandis que la masse, la valeur absolue de la quantité étudiée continue d'augmenter. En parfaite analogie, pas seulement formelle, avec la loi de décroissance du taux de profit ; la masse du *profit* capitaliste augmente toujours, mais le taux, c'est-à-dire le rapport du profit total au capital total (pour nous, c'est connu, capital total *égale* valeur totale du produit annuel) diminue historiquement. Jusqu'à présent nos diagrammes ne concernent pas le profit mais la production et son *taux d'accroissement* ou rapport de l'augmentation de la production à la fin de deux années consécutives à la production totale de la première. Tandis que le produit total continue d'augmenter, son taux d'accroissement diminue toujours.

Comme chez Marx, il s'agit de lois tendanciennes, c'est-à-dire qui s'appliquent à long terme et au-delà des causes *conjoncturelles*, comme disent aujourd'hui les économistes. Sur de brèves périodes, il peut arriver non seulement que le taux aille en augmentant au lieu de diminuer, mais aussi que la valeur de la quantité de base (le produit total, ou dans l'autre exemple la masse de profit) n'aille pas en croissant mais qu'elle diminue. Qu'advient-il dans ces cas de taux anormaux de profit ? Concernant la production industrielle totale, dont nous nous occupons aujourd'hui, il est clair qu'on a une décroissance, c'est-à-dire que le taux devient négatif, comme en de nombreux cas de nos diagrammes et tableaux actuels. Concernant le taux de profit moyen, le cas est différent. Dans certaines circonstances, il peut effectivement arriver que la masse des profits diminue mais, quant au rapport du profit au capital total, il est possible qu'il continue à diminuer suivant la tendance générale, de même qu'il est possible qu'il remonte conjoncturellement ; la nature du mode de production capitaliste veut que le taux de profit, même en période de crise, ne s'annule jamais. Nous reviendrons une autre fois sur ce point qu'en d'autres termes pas plus nouveaux on peut exprimer ainsi, à la manière marxiste : les phases de bouleversement de l'économie bourgeoise lèsent davantage les classes moyennes que les classes extrêmes de la société ; qu'on nous pardonne cette digression.

En restant à la production industrielle, la loi de la tendance générale à la baisse du taux d'accroissement s'accompagne de celles concernant l'âge des différents capitalismes. Les capitalismes dont l'origine est plus lointaine commencèrent avec des taux élevés d'accroissement, diminuant par la suite, mais plus élevés toutefois que ceux des capitalismes nationaux nés à des époques postérieures ; ceci en liaison évidente avec le fait que ceux-ci « copient » au début la technique évoluée de production de masse des pays précurseurs. Ceci, qui est l'abc du *Manifeste* et de tous les écrits de jeunesse de Marx et Engels, suffit à condamner la folie contemporaine des diverses *voies nationales au socialisme*, dans la mesure déjà où les voies nationales « au capitalisme » n'en forment, depuis plus de quatre siècles, qu'une seule.

D'autres règles peuvent être utilisées pour interpréter les chutes temporaires des indices et des accroissements. Les crises mondiales de surproduction pèsent plus gravement sur des capitalismes plus mûrs et plus développés, mais provoquent aussi chez eux une reprise dont les accroissements sont plus accentués. Non seulement les crises dues aux guerres influent plus fortement, et il est évident que cela doit se passer ainsi, sur les pays vaincus et envahis, mais en général épargnent ou avantagent carrément les capitalismes les plus forts. Au contraire, les

périodes de récupération, de reconstruction, ont un rythme plus rapide dans les pays qui ont subi la plus grande ruine. Et tout ceci a été maintes fois illustré lors des réunions sur la base des chiffres et des diagrammes.

Conclusions quantitatives

Les premières déductions sommaires de l'étude furent exposées aux participants de la réunion de Ravenne en conclusion de cette partie.

La « courbe enveloppante » du diagramme de l'Angleterre se caractérise en général par une progression ralentie. Nous disposons ici de données remontant à 1760 mais l'origine est encore plus loin de nous ; nous répétons que dans les premières données ne figurent pas les industries et les manufactures qui transforment des matières non minérales comme l'industrie textile. On part donc avec des taux de 5% maximum qui ensuite vont en décroissant nettement ; ils sont à 3% à la première moitié du dix-neuvième siècle et à 2% au début du 20^e siècle.

Nous donnons un regroupement des maximums les plus marqués et les plus éloignés des bouleversements dus à des crises et des guerres ; ces périodes étant longues, les valeurs de l'accroissement moyen sont loin des maximums et des minimums de périodes courtes déjà bien connues.

Dans les 50 années qui vont de 1760 à 1810, accroissement de 3,1% (de 1,2 à 5,2).

Dans les 49 années de 1810 à 1859, de 3,0% (de 5,2 à 24,0).

Dans les 54 années de 1859 à 1913, de 2,6% (de 24,0 à 100).

Dans les 42 années de 1913 à 1955, de 1,9% (de 100 à 193).

Pour les États-Unis d'Amérique, nos données partent de 1827 et par conséquent, dans ce cas aussi, l'origine est antérieure. Dans le détail, les premiers tronçons reliant les cuspides¹³ ou maximums présentent des taux allant jusqu'à 11 et 8% avant 1860. À la fin du siècle, on est entre 7 et 5%. Dans la phase actuelle, à 3% environ.

Un regroupement sur de longues périodes, comme dans l'exemple anglais, donne les résultats suivants :

Dans les 32 années de 1837 à 1859, accroissement de 8,2% (de 0,2 à 3).

Dans les 33 années de 1859 à 1892, de 7,1% (de 3 à 29).

Dans les 21 années de 1892 à 1913, de 6% (de 29 à 100).

Dans les 16 années de 1913 à 1929, de 4,4% (de 100 à 205).

Dans les 26 années de 1929 à 1955, de 3,4% (de 205 à 502).

Le rythme est bien plus élevé que dans le cas anglais, du début à la fin, mais la règle de la diminution du taux y est aussi entièrement vérifiée.

Le capitalisme français n'est le cadet que de l'anglais et en effet il démarre avec des taux plus soutenus que ce dernier, même si les données dont nous disposons ne partent que de 1859, date à laquelle il était déjà en développement. Mais les dures épreuves historiques des guerres en freinèrent bien vite l'élan et les données modernes le montrent non seulement moins dynamique que le capitalisme américain mais même que le coriace précurseur britannique.

¹³En italien, ce terme a un sens mathématique et désigne un point singulier d'une courbe, dit point de rebroussement.

Au début nous avons des taux de 6 et 5% (que l'industrie textile accentuerait sûrement) ; à la fin du siècle, nous sommes à 4 et 3%, mais dans la période contemporaine, le rythme est péniblement de 1%.

Voici un regroupement probant :

Dans les 24 années de 1859 à 1883, accroissement de 3,9% (de 17 à 45).

Dans les 29 années de 1883 à 1912, de 2,9 % (de 45 à 100).

Dans les 18 années de 1912 à 1930, de 0,78 % (de 100 à 114).

Dans les 25 années de 1930 à 1955, de 0,75 % (de 114 à 133).

La décroissance régulière est non seulement évidente mais elle est si marquée qu'on ne peut exclure après une telle baisse qu'elle soit corrigée en sens inverse dans les prochaines périodes, bien que ceci nous soit bien connu au cours de la dernière décennie.

Quant au capitalisme allemand qui suit en âge le français, les données remontent à 1800. Au début elles révèlent des taux de plus de 5% ; vers la fin de l'époque pacifique, de 4%, mais durant l'époque des deux guerres perdues et malgré les reprises très soutenues et bien connues, la chute est presque aussi catastrophique que celle de la France. Il s'agit d'un capitalisme durement éprouvé mais plus dynamique, dont le potentiel n'est pas inférieur à l'anglais et qui est moins distancé par l'américain ; les perspectives en sont résolument favorables jusqu'au seuil d'une lointaine guerre future.

Le regroupement auquel nous nous limitons dans ce premier compte rendu est le suivant :

Dans les 59 années de 1800 à 1859, accroissement de 4,9 % (de 0,6 à 10).

Dans les 13 années de 1859 à 1872, de 4,7 % (de 10 à 18).

Dans les 40 années de 1872 à 1912, de 4,4 % (de 18 à 100).

Dans les 43 années de 1912 à 1955, de 1,5 % (de 100 à 181).

Le grand diagramme des quatre pays, qui sera complété et perfectionné dans la suite du travail, a donc pleinement confirmé les thèses générales.

Le reste du monde

Il n'est pas possible de mener une pareille enquête sur l'Italie et sur le Japon. Ni non plus sur la Russie pour laquelle, à Ravenne, nous ne disposions pas encore de données suffisantes sur l'époque pré-soviétique, données que nous nous occupons de préparer en vue du futur compte rendu détaillé.

On sait que nous avons soutenu qu'il s'agit d'étudier *deux* épisodes consécutifs de croissance capitaliste (les non-marxistes les appellent *constructions*) : l'épisode tsariste et le « soviétique ».

Entre les deux se situe la catastrophe de 1914-1920.

Nous avons en effet montré bien des fois que, selon les sources staliniennes elles-mêmes, la production industrielle russe en 1920 était tombée à un septième de celle de 1913. Le niveau d'avant-guerre ne fut rejoint qu'en 1926 (les indices, sur la base 100 de 1913, sont 52, 7, 56) et donc durant ces treize années le taux aurait été nul, bien que passer de 7 à 56 en six ans représente un rythme énorme, 41% par an. Nous n'en avons qu'un seul exemple et il convient fort bien : l'année 1946 en Allemagne.

Notre modeste explication, ne disons pas théorie, a montré qu'on fait erreur – et qu'on escroque le monde – quand on part des *minimums*. Donc, même s'agissant de recommencement capitaliste, il ne serait pas juste de partir de 1920 pour aller jusqu'à 1955 ; il faudrait partir de

1913 ou de 1926. Les indices 52 et 56 doivent être rapportés à l'actuel 2049, soit respectivement une multiplication par 37 ou 39.

Si nous prenons les 42 années de la période longue, ou même les 29 années de la période courte, les accroissements moyens n'ont rien de miraculeux : 9,1 % et 13,3 %, toujours sur la base des récentes données officielles soviétiques.

Le moins ancien des capitalismes considérés, le capitalisme états-unien, a débuté sa course, mais *plus d'un siècle* auparavant en usant de ressources scientifiques et techniques (bases *internationales* de la production moderne) très inférieures, avec des rythmes qui n'étaient pas différents : 8,2 % sur plus de 32 années et jusqu'à 11 % sur la période plus brève de 22 années à partir de 1827. En Russie il n'y a absolument rien eu de nouveau ou d'original quant à la rapidité de l'industrialisation, laquelle a reparcouru les voies de l'industrialisation bourgeoise de tous les pays, et la thèse centrale des soviétiques actuels, leur *preuve maîtresse* du « socialisme en construction », a donc été réduite à néant.

La loi de la baisse du taux de croissance est déjà confirmée par les vicissitudes des dernières années russes puisque, comme le montrent les « diagrammes de Cosenza », c'est seulement la plongée abyssale due à la seconde guerre mondiale qui explique les rythmes de la reprise tout au long de la dernière décennie, lesquels ont d'ailleurs été égalés et dépassés par des pays d'Occident.

La grande loi de la baisse du taux de croissance ne se vérifie pas seulement en économie mais régit (ainsi l'orateur termine-t-il cette partie du rapport, en s'excusant d'une extrapolation au parfum philosophique mais fort apte à éclairer l'exposé) tous les phénomènes des organismes en développement, non seulement biologiques mais même en minéralogie, comme dans l'agrégation des molécules simples formant les cristaux, et aussi dans celle des particules infra-nucléaires formant les chaînes d'isotopes, avec leurs stupéfiantes séries de vitesses allant de fractions de seconde à des immobilités de milliards d'années.

L'homme, comme tout autre animal et végétal, grandit davantage dans les dix premières années que dans les dix suivantes et de même dans la première année et le premier mois. Les tableaux du poids moyen du corps en fonction de la durée de vie ont la même allure que nos diagrammes élémentaires du gonflement du monstre capitaliste. Ce dernier avait le devoir et le droit de naître et de grandir.

De l'étude de la courbe inexorable de son développement nous déduisons notre vieille certitude inchangée et immuable : il *mourra*.

III. Phénoménologie de la société économique de notre temps dans l'ignoble modèle d'Amérique

Prémisse générale

Le matériel recueilli et mis à la disposition de la réunion était vraiment complexe et bien plus riche qu'à la réunion précédente de Cosenza où son examen avait été laborieux et subjectif sans même pouvoir encore s'élever au niveau d'une systématisation complète. Notre conclusion générale, déjà livrée lors de tant de précédentes manifestations du travail théorique de notre parti, en ressortit cependant avec évidence : il y a pleine correspondance entre les phénomènes volcaniques de la production d'outre-Atlantique et les théorisations et visions marxistes quant aux développements du capitalisme industriel moderne et fausseté totale des théories économiques « de diversion » que les économistes états-uniens s'efforcent d'édifier, pour se soustraire justement à l'emprise des conclusions de Marx qui, étant donnée leur capacité d'application et d'explication plus suggestive, planent sur eux comme des condamnations auxquelles il ne sera pas possible d'échapper.

Les doctrines inspirées par l'optimisme quant à la propriété et au bien-être et tendant vainement à décrire un développement progressif qui échapperait aux difficultés et régressions incessantes et récurrentes de l'économie générale, pas plus que les données elles-mêmes anxieusement recherchées et scrutées avec de puissants moyens par leurs partisans, n'ont rien pu établir de valable pour rompre le cercle de l'instabilité et de la ruine inévitable de la production capitaliste ; et comme nous avons eu l'occasion de le démontrer depuis nos réunions des années passées à Forli¹⁴ et Asti¹⁵, elles nous servent à corroborer nos conceptions et nos prévisions révolutionnaires.

Beaucoup des données recueillies furent exposées aux participants sous forme de graphiques, dont quelques uns se rapportaient au cours des prix de gros pour les quatre pays de base déjà traités dans le précédent exposé. Pour l'Angleterre de 1800 à 1953, on disposait d'un unique indice des prix de gros, sans distinction entre industrie et agriculture. Cet indice peut être utilisé pour suivre la variation en sens inverse du pouvoir d'achat de la livre sterling et ses crises historiques. Ce pouvoir d'achat a augmenté de 1800 à 1870, exceptées quelques variations dans les deux sens puisque, l'indice des prix de la décennie 1867-1877 étant pris pour base 100, un maximum de 150 avait été atteint en 1810 et qu'ensuite les prix anglais ont chuté à hauteur des deux tiers et que la valeur d'échange de la livre sterling a augmenté d'une fois et demie. La chute des prix continuant, l'indice de 1900 a été de 60, ce qui veut dire que le pouvoir d'achat de la monnaie a été multiplié par un et deux tiers par rapport à 1870 et par deux et demie par rapport à 1810. Nous sommes au sommet de la puissance anglaise. Avec la première guerre mondiale la livre sterling entre en crise et l'indice des prix connaît son maximum en 1922 avec 230 environ : à partir de 1900 le pouvoir d'achat a chuté à un peu plus du quart ! La reprise qui suit nous donne sa meilleure année en 1934 où l'indice global des prix revient à 70, presque l'optimum de 1900, c'est-à-dire 60. La seconde guerre déchaîne une autre crise plus grave : c'est le second déclin de la puissance impériale. En 1954 l'indice des prix atteint le maximum de 370 qui représente six fois plus que 1935. Le pouvoir d'achat de la monnaie est descendu à un sixième. Depuis, elle est un peu remontée.

Pour les U.S.A., la source est : « Statistical Abstract » du *Department of Commerce* US – 1953.

¹⁴ *Programme postrévolutionnaire immédiat* (décembre 1952). Compte-rendu dans *il programma comunista* no.1 de 1953.

¹⁵ *Volcan de la production ou marais du marché ? Economie marxiste et économie contre-révolutionnaire*. Compte-rendu dans *il programma comunista* nos.13 à19 de 1954.

Dans ce graphique il n'était pas possible de lire les données des États-Unis durant la période 1890-1953. Elles sont disposées ici sur deux lignes : les prix de gros des produits industriels et ceux des produits agricoles. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est la comparaison entre les deux lignes qui indique en 1890 une forte disproportion en faveur des prix agricoles qui ne rejoignent les prix industriels qu'en 1929 avant de baisser à nouveau pour se mettre au même niveau à partir de 1950. Les maximums des courbes après les deux guerres correspondent : pour les prix industriels, 180 environ en 1920 et 1950 contre le minimum de 60-70 dans les années 1898 et 1934. De sorte que la perte maximale du dollar a été la chute à un peu plus du tiers de son pouvoir d'achat. Pour les denrées agricoles, l'optimum 45 a été atteint en 1898 et 1934 comme ci-dessus, mais la plus forte hausse a été 125 durant la première guerre mondiale et 165 durant la seconde, avec un pouvoir d'achat réduit respectivement au tiers et au quart, puis tendant à une légère amélioration.

Les graphiques de la France et de l'Allemagne présentent des oscillations violentes, elles aussi distinctes selon les deux types de prix de gros.

L'inflation française connaît un premier maximum en 1921 puis en 1925, avec un maximum de HUIT fois l'indice de 1900 (en Italie, 6 fois) puis un second après l'autre guerre, de plus de 25 fois celui de 1938 (en Italie, autour de 50).

Quant à l'Allemagne, après la fabuleuse inflation de la première guerre mondiale, il y eut changement de monnaie puis nouvel écroulement à la suite de la seconde guerre.

Ces graphiques suffisent pour l'instant à établir combien il serait incertain d'utiliser des indices exprimés en montants monétaires de l'année en cours et non rapportés aux prix d'une année de base donnée quand même les montants se trouveraient exprimés en livres sterling et en dollars.

Éloquentes données américaines

A la réunion a été construit un autre graphique provisoire qui résumait les données principales de l'économie américaine sur une période allant de 1929 à 1952.

Cette période inclut celle de la crise de production qui va de la florissante année 1929 à 1933, la reprise jusqu'à 1940, la reprise ultérieure due à la guerre de 1940 à 1945 et la période actuelle de « prospérité » tant vantée.

On disposait de données portant sur une série de grandeurs :

Population totale qui, en 23 ans, est passée de 122 à 156 millions, en augmentation de 28%, avec un très fort accroissement annuel, que nous avons mis en relief à propos de la Russie, de presque 12‰ sur cette longue période.

Population active passant de 47,6 millions à 61,3, avec le même taux de 28%.

Volume total des salaires et des traitements passé de 50 à 178 milliards de dollars, avec une augmentation de 215 % : c'est un des principaux sujets de vantardise ! Mais les deux chiffres ne sont pas mesurés *en dollars identiques* et c'est ici qu'est utile (au moins quant à la population la plus pauvre) l'indice des prix agricoles qui est passé de 100 à 157. L'augmentation effective du volume des salaires se réduit donc du rapport de 100 à 315 à celui plus modeste de 100 à 200, pour une population qui s'est accrue de 100 à 128. La véritable augmentation du *bien-être* réel des travailleurs se réduit donc au rapport de 100 à 156. Mais il sera plus intéressant de voir ce qui advient de ce bien-être quand une crise se produit.

En poursuivant l'examen des grandeurs, c'est le tour du « produit national brut » sur lequel la réunion s'est arrêtée à plusieurs reprises. Durant la période 1929-1952, il est passé de 103 à 346 milliards de dollars, soit un rapport de 100 à 333. Mais en valeur réelle il n'aurait augmenté que de 100 à 218 et l'accroissement annuel moyen serait de 3,2%, tout à fait modeste. Remarquons

qu'on donne pour chiffre de 1956 422 milliards de dollars, avec une augmentation en quatre ans de 22%, soit 5% annuel moyen, sans tenir compte de la valeur du dollar.

Le produit national brut, ou *gross national product*, correspond à ce que les Américains eux-mêmes appellent *valeur ajoutée de la production d'une année*. Dans le cas où est connue la valeur totale de la production du pays au prix du marché, on obtient le produit national brut en retranchant la valeur de toutes les matières premières entrant dans la dite production. De nombreux économistes bourgeois appellent cette grandeur « valeur ajoutée par le travail », démontrant ainsi qu'en tentant de se libérer des lois marxistes, ils ont été forcés par les faits d'adopter la terminologie de Marx.

La valeur des matières premières travaillées constitue pour nous le « capital constant ». A ce dernier s'ajoute le capital variable, c'est-à-dire la dépense en salaires, et la somme de ces deux avances se révèle inférieure au produit, la valeur différentielle étant appelée par nous masse nationale du profit, ou de la survaleur, ce qui est la même chose, considérée dans sa « masse ».

Il ne convient pas aux économistes bourgeois de répartir la valeur du produit national (qui pour nous constitue le *capital total* qui entre en jeu en une année dans les limites nationales) en capital constant, capital variable et survaleur, mais il leur convient de copier chez Marx la soustraction du capital constant et d'appeler *tout le reste* : valeur ajoutée par le travail, ou produit national brut. Quand il s'agit de le répartir dans l'entreprise ou dans la société nationale (fiction qui leur tient à cœur) entre salaire laissé au travail et profit donné au capital, ils se refusent évidemment à aller plus loin et se consacrent à répartir le produit, purifié comme nous allons le voir de quelques scories, non pas entre deux classes sociales, mais de façon égalitaire entre tous les citoyens, ou entre tous les « actifs » ou producteurs, en somme tous ceux qui touchent un salaire ou un traitement, élevé ou bas.

Économistes italiens et américains

Il faut brièvement dire comment les économistes italiens, et tout particulièrement ceux qui travaillent au « Plan Vanoni »¹⁶, marchent dans une direction tout à fait identique, mais en utilisant des termes différents pour élaborer les voies rosâtres de notre bien-être sur le modèle américain.

Les Américains admettent qu'il faut avant déduire du produit brut les « amortissements », c'est-à-dire les dépenses nécessaires pour remédier à l'usure des moyens de production, machines ou autres, qui s'est produite dans l'année considérée. Ils passent ainsi au *net national product*, et jusqu'ici ils sont en règle avec Marx. En effet, le capital constant n'est pas seulement constitué par les matières premières, mais aussi par la valeur, non des machines, mais de leur maintien dans le même état de marche pendant tout le cycle de production. Par conséquent, la véritable « valeur ajoutée par le travail », égale à la somme capital variable plus survaleur (aveuglément confondus en Amérique et en Italie) est le produit net et non le brut.

Pour arriver au revenu national de tous les citoyens qu'ils appellent *personal income*, les Etatsuniens font donc une autre soustraction : celle des impôts payés à l'État.

Le *personal income* est ce qu'on divise ensuite par le nombre des citoyens pour obtenir le revenu *pro capite* en l'honneur duquel s'élève un concert de louanges.

Nous allons interrompre la comparaison avec les données italiennes pour donner les chiffres du diagramme américain étudié pour la période 1929-1952.

Produit brut par actif : de 2180 à 5650 ; augmentation de 100 à 260 et, en valeur réelle, de 100 à 166 en 23 ans.

¹⁶ Plan décennal (1955-1964) adopté en 1954 et portant sur « l'emploi et le revenu ».

Produit net par actif : de 1955 à 5191, augmentation de 100 à 260 et de 100 à 166 comme ci-dessus.

Revenu national de 87 à 290 milliards, soit par habitant, de 717 à 1864 dollars, même rapport théorique de 100 à 260.

Notons que le revenu national (des personnes) donné pour 1956 a été de 325 milliards de dollars, 12 % de plus seulement en quatre ans, sans tenir compte de l'augmentation de la population et des prix ; et la marche de la prospérité devient de moins en moins joyeuse : à l'heure où nous mettons sous presse ce compte rendu, les alertes à l'inflation se font de plus en plus pressantes dans la presse économique américaine.

Après avoir ainsi fixé les concepts des économistes du revenu national et le lien entre ceux-ci et nos concepts d'économie marxiste, il suffira d'un aperçu sur les méthodes de relevé de données pour établir l'opposition de forme dans l'unité réelle de pensée – d'intérêts de classe – entre économistes d'Amérique et d'Italie.

C'est dans le relevé qu'est toute la différence. Les économistes américains se contentent de relever directement le revenu personnel, c'est-à-dire toutes les rétributions perçues par les citoyens à quelque titre que ce soit : salaires, traitements des employés du privé ou du public, dividendes des actionnaires de sociétés et ainsi de suite, puisqu'il s'agit d'une économie d'échange total dans laquelle chacun ne consomme que des marchandises qu'il a acquises sur le marché et vend de même tous ses produits, même s'il s'agit de la petite minorité de *farmers*. Ayant ainsi obtenu le revenu national comme somme des rémunérations personnelles, on passe au produit annuel net en ajoutant les impôts payés à l'État, puis au produit brut en ajoutant les frais consacrés aux amortissements dans les différentes branches de la production.

En Italie on procède à l'inverse. Une trop grande partie de la production échapperait au revenu si on partait seulement des rémunérations en argent et on convient de suivre la voie opposée, c'est-à-dire de calculer la valeur de toute la production recensée de toutes les entreprises grandes et petites. On l'appelle : valeur des produits disponibles à la vente. Il faut ensuite recenser l'emploi des matières premières entrées en début de cycle, toujours au prix de marché ; ce qui donnera le produit national brut (mal nommé par certains : revenu n°1). Après calcul des frais pour le renouvellement des moyens de production (amortissement), on arrive au produit net, dont il faudra encore déduire les impôts pour obtenir ainsi le revenu national qu'on appelle « revenu national au prix coûtant des facteurs », ces facteurs étant la valeur des produits, de l'usure, des impôts indirects, etc.

Le critérium italien est considéré comme réaliste et objectif, l'américain, comme personnaliste et subjectif ; le premier part du calcul des prix des marchandises, le second du calcul des rétributions aux personnes. Mais la construction économique est la même, sans parler de la disparition, dans l'un et l'autre cas, des mouvements de biens et d'argent qui restent implicites.

Dans l'un et dans l'autre cas, les effets des rapports avec les pays étrangers doivent être laissés de côté : revenus tirés de la production à l'étranger dont jouissent des citoyens italiens, et inversement. Dans ce premier examen, nous négligeons ces facteurs.

« Destination » du revenu

Dans le cas général aussi, une fois obtenu le revenu disponible pour les personnes privées et pour l'administration publique, il s'agit d'en voir la *destination* et c'est là qu'on voit le côté grossier du trucage. On sait que la destination revêt deux formes : consommation directe et investissement de capital (appelé *épargne* en langage de curés). Aujourd'hui, il est indiscutable qu'une fois formé d'une façon ou d'une autre le revenu global dont dispose le « peuple » – et ceci cadre bien avec l'idéologie de « démocratie populaire » qui y mêle tous les salaires-traitements et les profits encaissés à l'intérieur des frontières de la patrie – va entièrement finir

dans deux grands canaux de distribution : la dépense en biens de consommation et de jouissance immédiate et le placement dans de nouvelles initiatives de production, l'investissement de capitaux qui n'a lieu que pour autant qu'il satisfait l'exigence de nouveaux revenus futurs *qui ne sont pas ceux du travail*.

Mais les deux sources de ce qui est mal nommé « revenu » ne peuvent ici être plus longtemps cachées, puisque la double destination n'est possible que *pour une seule des deux*. Au-delà de toute confusion falsificatrice entre les hautes rémunérations du travail et les participations aux profits du capital, il faut établir ce qui suit.

Pour la partie de la recette nationale globale provenant du travail salarié, *une seule destination* est possible : consommation intégrale, aucune épargne.

Pour la partie de la recette globale provenant des profits, le choix est possible *entre les deux destinations* : consommation directe, épargne et nouvel investissement en capital.

Ce dernier est en effet économiquement admissible s'il concerne *une certaine quote-part* de son propre revenu.

Tout le sens, par exemple, du plan Vanoni est de sauvegarder une certaine partie du revenu national en vue de nouveaux investissements productifs. Ce nouveau capital investi doit suffire, dans le calcul du plan, à rendre possible une occupation de nouvelles forces de travail afin d'absorber en dix ans le chômage actuel.

La transformation escomptée d'une partie non consommée du capital-salaires en capital à réinvestir est une voie plus longue que celle que la classe salariée suivrait en acceptant la diminution de son salaire dans un rapport qui serait celui du nombre de chômeurs au nombre d'actifs, et en conservant le droit minimum de manger très directement tout ce qui lui reste sans être empestée par des prêches d'économie catholique, luthérienne ou quaker, le pouvoir et l'économie capitalistes restant en place.

RETOUR EN AMÉRIQUE

Une analyse comme celle que nous n'avons fait qu'esquisser à Cosenza ou à Ravenne suffira à démontrer que rien ne change, en termes arithmétiques, dans le rapport d'extorsion de survalueur aux dépens de la force de travail si l'on suppose réalisé un de ces plans de prospérité fondés sur un rythme d'accroissement constant durant de longues séries d'années, rythme historiquement inconnu, jusqu'à présent, de la société moderne.

Mais il nous importe plutôt de montrer ce qu'il advient de tous ces paradis artificiels, de toutes ces recettes de progrès concoctées avec une égale fourberie par l'Est et par l'Ouest quand se lève le vent qui perturbe leurs équilibres contre-nature ; et c'est pourquoi, dans cette séance de compte-rendu sommaire et au détriment de la systématisation que nous renvoyons à l'exposé détaillé, nous préférons revenir à l'aperçu américain et à ses graphiques auxquels nous nous réservons de donner de tout autres dimensions.

La première partie de la période étudiée couvre les quatre années de violente crise d'entre-deux guerres, comme nous l'avons appelée (sa petite sœur viendra-t-elle faire sauter les différents plans bienfaiteurs avant que n'arrive l'année 1960, pas très lointaine ?), de 1929 à 1933. Les données, de grande saveur dialectique, de cette chute périlleuse sont les suivantes :

La population totale s'élève (la crise des cellules germinales, elle, ne vient jamais !) de 121,8 à 125,6 millions, de 3%.

La population active (*employment*) baisse de manière effrayante de 47,6 à 38,8 millions, de plus de 18%.

Le produit brut tombe de 103,8 à 55,8 milliards ; de 100 à 52. De même le produit net. Le revenu national passe de 87,4 à 39,6 milliards ; de 100 à 45.

Salaires et traitements s'effondrent mais *moins* que le produit et que le revenu global : de 50 à 28,7 milliards ; de 100 à 57.

Ce n'est pas tout. Puisque les prix de gros des denrées alimentaires ont eux aussi *baissé*, causant la ruine des agriculteurs, de 100 à 49, la valeur *réelle* des salaires perçus augmente effectivement en raison inverse.

Le salaire par actif a chuté de 1050 en 1929 à 740 en 1933. Mais si l'on tient compte du pouvoir d'achat, sa perte de 100 à 70,5 se transforme en une *augmentation* de 100 à 144 !

Mais cette amélioration, nous répondra-t-on, ne compense pas les souffrances des prolétaires restés *sans travail*. Nous ne sommes pas en train de faire l'apologie du capitalisme en crise, mais de prouver les absurdités du système capitaliste et de son cours réel, non utopique mais historique. Prenons toutefois le gain total des salariés, tombé de 50 à 28,7, comme nous l'avons dit, et corrigeons-le en fonction de la hausse du pouvoir d'achat en biens de première nécessité ; *il monte* de 50 à 58,6 ! Dans la crise, la classe ouvrière gagne plus.

La doctrine du « revenu national » ne sert ici qu'à tricher. En effet, le revenu *pro capite* en dollars est tombé de 717 à 315 en valeur nominale. Et même en valeur réelle, il passe de 717 à 640, manifestant la crise, le dommage général, la catastrophe nationale ainsi que la victoire du faux théorème : « quand pleure le capital, le peuple et la nation pleurent ! ».

Marx a dit tout le contraire : à son époque les bourgeois aimaient à parler de richesse nationale et non de revenu comme aujourd'hui. La richesse de la nation croît en même temps que la misère de sa classe ouvrière. Et dans le cas que nous examinons, le revenu et la richesse de la nation ont baissé et dire que la misère des salariés aurait augmenté n'est qu'une fiction ; au contraire elle a un peu diminué.

La part de la classe ouvrière dans la répartition de la valeur ajoutée – d'après le grand Marx – s'est au contraire améliorée avec la baisse des indices nationaux. Des 48,5 de valeur ajoutée à la production en 1933, les ouvriers salariés ont obtenu 28,7 soit 59%, tandis qu'en 1929 ils n'en avaient obtenu que 50 sur 95, soit 52,5%. Et en valeur réelle, comme nous venons de le dire, leur gain passe de 100 à 117¹⁷.

Qui a perdu la différence ? Ce n'est même pas la grande classe des entrepreneurs industriels, sachant qu'en 1940, au seuil de sa guerre fructueuse, elle avait retrouvé la part de 1929, avant la crise, pour la doubler en 1945, aux dépens des souscripteurs imbéciles.

Celles qui la perdirent, ce sont toutes les classes moyennes et petites-bourgeoises tombant de leur maigre richesse dans le prolétariat, ce sont les petites entreprises dans la vague des faillites qui en reversèrent le capital dans les grandes firmes.

Par conséquent la hausse du revenu moyen *pro capite* n'indique pas un bien-être du prolétariat, mais celui *des classes petites bourgeoises et moyennes*, derrière lesquelles le monstre du capital moderne aime à se cacher.

Et ses complices, les « socialistes » et « communistes » modernes pétris de *voies nationales* et de théorie du revenu national, pratiquent la politique de l'investissement productif ! C'est à la lumière du déterminisme de Marx que s'explique entièrement le fait que l'opportunisme parle, comme les classes petites bourgeoises, de liberté nationale en politique ainsi que de revenu et d'épargne nationale en économie. De théorie de la paix internationale et de théorie économique du bien-être national. Traîtres sur tous les fronts, blasphémateurs de tous les versets de la doctrine.

¹⁷ Cf. *supra* : Le gain des salariés, corrigé en fonction de la hausse du pouvoir d'achat en biens de première nécessité, est monté de 50 à 58,6 – c'est-à-dire de 100 à 117.

Le cours du monstre américain

Un autre tableau, qui sera ultérieurement retravaillé et amélioré, fut rapidement expliqué aux participants, même si ce fut au milieu de nombreux autres développements et commentaires que nous ne pouvons pas reproduire ici.

L'auteur de ce tableau, même s'il n'avait pas d'intention marxiste, a voulu ou dû limiter toutes ses données, qui couvrent la période de 1848 à 1933, à un groupe réduit d'entreprises productives. La valeur ajoutée en 1933 y est en effet estimée à 14,5 milliards de dollars alors qu'elle s'élevait à 48 milliards dans les données analysées jusqu'ici. Les ouvriers, à 6 056 000 seulement sur les 28 millions d'« actifs » cités.

En acceptant ce tableau, dressé suivant des critères uniformes, nous voyons que la période de 1849 à 1933 voit augmenter la valeur totale de la production de 1 000 à 31 400, la valeur ajoutée de 464 à 14 538, les salaires globaux (sans les traitements ?) de 237 à 5 261, le nombre des ouvriers de 957 000 à 6 056 000.

Vient ensuite le calcul de quelques rapports importants. Le rapport des salaires à la valeur ajoutée dans la production qui était en 1849 de 51% atteint 36,20% suivant une baisse presque régulière. Pour un marxiste ce rapport est celui du capital variable à la somme du capital variable et de la survaleur. Ce qui nous donnerait donc 36,20 de capital variable par rapport à 63,80 de survaleur et un taux de survaleur de 179%. Nous pouvons en déduire pour l'instant que, d'après ce tableau, le taux de survaleur aurait augmenté, en un siècle, de 98% à 179% environ. Pendant la même période, la productivité du travail, que l'auteur obtient en rapportant la valeur ajoutée dans la production au nombre d'ouvriers qui l'ont produite, croît de 484 à 2 401 dollars, et donc *quintuple*, sans tenir compte des variations du cours du dollar.

La rémunération moyenne, obtenue en divisant le total des frais salariaux par le nombre des travailleurs, augmente de 248 dollars à 860, c'est-à-dire n'est multiplié que par *trois et demi*. Selon un autre tableau de Kuczynski, la productivité moyenne du travail en Amérique, de 1897 à 1933, augmente de 75 (1913 = 100) à 163, soit une multiplication par 2,2. Cela concorde bien avec le tableau cité en premier : de 1899 à 1933, on passe de 1 066 à 2 401 ; multiplication par 2,26.

L'importance de cette statistique tirée d'une étude sur la *valeur ajoutée* dans la production, réside dans la mise en évidence d'un net écart entre l'évolution de la productivité et celle de la rémunération des travailleurs, laquelle a augmenté dans une mesure bien moindre que le bénéfice que la classe capitaliste a tiré de la production.

Le compilateur du tableau apparaît davantage comme un défenseur syndical que social de la cause ouvrière. En effet, il met en évidence la disparité entre la multiplication par trois et demi du salaire et par cinq de la valeur ajoutée par le travail salarié. Mais là où il nous semble trop modeste c'est quand il établit le rapport entre valeur ajoutée et valeur totale qu'il estime quasiment constant et égal à 45-48%. En déterminant la composition organique au sens de Marx, c'est-à-dire le rapport entre capital constant et capital variable, il n'obtiendrait que 2,44 en 1849 et 3,25 en 1933, valeurs qui nous apparaissent exagérément basses, croissant légèrement et qui laissent donc subsister de nombreux doutes, même si la hausse en un siècle du taux de survaleur de 96 à 179 % est très significative, hausse qui a nécessairement impliqué dans son cours une augmentation bien supérieure du capital constant que celle que l'auteur a cru calculer et qui résulte de la différence entre sa première colonne – valeur brute totale de la production – et la seconde – total de la valeur ajoutée dans la production.

Consommation, épargne et crédit

On ne peut donner qu'un aperçu général des nombreux autres points de l'exposé oral qui trouveront leur place ultérieurement dans le compte rendu complet. De nombreux thèmes ont

été traités qui caractérisent l'actuelle économie états-unienne et celle de tous les autres pays développés. Parmi ceux-ci l'automatisation, la crise des *farmers* et l'acquisition par l'Etat de surplus agricoles, la crise actuelle de la production d'automobiles, même après le très gros effort de la fin de 1956 qui n'a pas permis de maintenir le niveau de la fin de 1955, les perspectives d'utilisation de l'énergie nucléaire et même la portée économique de l'emploi des « cerveaux électroniques » ; tous points soumis à la critique pour leur prétention à offrir une base de diversion dans un but de conservation du système capitaliste ; et les références à ce matériel, aujourd'hui envahi par les exagérations de la science-fiction, s'étendirent même à la prétendue réalisation de voyages interplanétaires.

On a donné, ne serait-ce qu'en de brèves synthèses, les chiffres américains pour l'année 1956 de la consommation, des prêts privés et publics, des constructions immobilières et surtout de la marée toujours montante des ventes à crédit, dont nous avons déjà traité en plusieurs occasions, en revenant sur le point exposé dans le premier chapitre et concernant la tendance actuelle à un « kolkhozienisme industriel ».

Nous voulons particulièrement montrer que le déferlement de la consommation de marchandises non payées vient invalider plus profondément encore les constructions fallacieuses de l'économie du bien-être national qui prétendent soutirer à la classe salariée une *épargne* supplémentaire pour l'ajouter au capital productif et pousser, d'année en année, à l'augmentation de la grandeur de valeur des produits manufacturés. Pour réaliser les différents plans d'investissement, seuls capables d'assurer la continuité illusoire de la croissance uniforme des miraculeux *indices*, il faut donc que le travailleur consomme moins que ce qu'il gagne, c'est-à-dire qu'il borne ses besoins à un niveau inférieur au montant de sa rémunération ; ainsi le profit de cette fraction de capital arrachée à la consommation lui apporterait un tout petit avantage futur. En d'autres termes, dans cette perspective, le travailleur, en tant que consommateur, doit être en mesure d'avancer, de prêter de l'argent à la classe capitaliste et disons, si vous voulez, à la nation. Mais celle-ci, et sa machine productive, ne peuvent aller de l'avant et se bloquent si toutes les marchandises produites ne sont pas écoulées ; le travailleur doit donc les acheter sans argent, c'est-à-dire consommer plus et non moins que l'argent qu'il compte gagner, il doit se rendre débiteur et non plus créancier de la classe patronale – et, si vous voulez encore, de la nation. Alors qu'attend-on de lui : abstinence ou prodigalité ?

Pour le salut des institutions bourgeoises, le travailleur devrait, en restant dans leurs limites, résoudre l'absurde paradoxe de leur avancer de la valeur et, dans le même temps, de s'en faire avancer, de ne pas dépenser tout ce qu'il a et, dans le même temps, de dépenser ce qu'il n'a pas, en hypothéquant son travail et sa vie à venir.

Tous les arguments par lesquels le travailleur doit être conduit à ressentir comme réels ces besoins illusoires qui le poussent à souscrire les engagements à acquérir des montagnes de marchandises devront, dans un avenir proche, céder à l'éloquence des faits, et l'artificialité du mécanisme économique déboucher sur une violente et irréparable dissolution qui, selon toute probabilité, aura précisément pour point de départ ce pays où l'on veut, aux fins de la contre-révolution mondiale, concentrer les bénéfices.

Marx et l'Amérique

S'il y avait un parti marxiste en Amérique du Nord, il suffirait, au lieu de prendre comme mesure du marxisme l'acquiescement servile à ce qui est suggéré et prescrit par Moscou, d'y lire une série de passages de Marx dont certains furent également cités à la réunion de Cosenza.

Nous concluons ce travail, qui a davantage le caractère d'une chronique de la réunion qui vient de se tenir à Ravenne que d'une présentation organique du thème traité, par une autre citation de Marx qui suffit à prouver que les phénomènes de l'économie actuelle des États-Unis sont parfaitement prévus par notre doctrine.

« Chaque crise diminue momentanément la consommation de luxe (...) tandis que (...) elle bloque et diminue, par ailleurs, la vente des moyens de consommation nécessaires. (...) C'est l'inverse en période de *prospérité*, et surtout dans les moments où, pendant cette période, *s'épanouit la spéculation* [le *boom* actuel !] — où pour d'autres raisons la valeur relative de l'argent, exprimée en marchandises, baisse (sans que se produise par ailleurs de véritable révolution de valeur) et où donc monte le prix des marchandises, indépendamment de leur valeur propre [nous avons vu que les prix, après avoir baissé durant la crise de 1929-1933, ont remonté après 1933 ; et c'est justement en 1937, début de la crise *Staline*, qu'ils se remirent à baisser]. Ce n'est pas seulement la consommation de subsistances nécessaires qui s'accroît alors : la classe ouvrière (dans laquelle est alors entrée en activité l'ensemble de son armée de réserve [plan Vanoni pour l'Italie !]) prend aussi part momentanément à *la consommation des articles de luxe* qui, d'ordinaire, lui sont inaccessibles [appareils électroménagers, téléviseurs !...]; et en outre aussi à la catégorie d'articles de consommation nécessaires qui, dans leur majorité, ne constituent d'ordinaire des moyens de consommation « nécessaires » que pour la classe capitaliste, phénomène qui, à son tour, provoque une hausse des prix.

C'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. Le système capitaliste *ne connaît d'autres modes de consommation que payants*, à l'exception de ceux de l'indigent ou du « filou ». Dire que des marchandises sont invendables ne signifie rien d'autre que : il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs (*peu importe* que les marchandises soient achetées en dernière analyse *pour la consommation productive* [investissement !] *ou individuelle*). Mais si, pour donner une apparence de justification plus profonde à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit [*de la valeur ajoutée* ; thèse ouvriériste, réformiste] et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que *les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel destinée à la consommation*. Du point de vue de ces *hérauts du « simple » (!) bon sens*, cette période devrait au contraire *éloigner* la crise. Il semble donc que la production capitaliste inclue des conditions n'ayant rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté, qui ne tolèrent cette *prospérité relative de la classe ouvrière* que passagèrement et toujours seulement comme *signe annonciateur d'une crise*. »¹⁸

Voilà ce que pensait Marx des *Plans d'amélioration* du bien-être général.

Bienvenue donc à la *prosperity* et au *boom* ! Ce sont de vieilles connaissances et elles sauront travailler pour nous.

¹⁸ *Le Capital*, Livre II, éd. sociales (1974), vol. 5, p.63-64. MEW, t.24, p.409-410. Traduction revue par nos soins. Soulignements de Bordiga.

AMERIQUE 1956 - BILAN ECONOMIQUE (codicille à Ravenne)

Nous revenons sur le compte-rendu de la réunion de Ravenne paru dans les deux derniers numéros¹⁹ pour ajouter quelques notes sans attendre la publication du compte-rendu détaillé, qui commencera d'ici peu.

Même si nous n'entrons pas dans les détails, nous préférons réexposer la méthode de formation (par les économistes italiens) du montant annuel du revenu national, laquelle, présentée de manière un peu trop synthétique, peut laisser dans l'ombre certaines « articulations » du calcul. Nous répétons donc ce qui a été dit au paragraphe intitulé « Economistes italiens et américains » du troisième et dernier chapitre.

En Italie, on calcule la production, recensée ou relevée de diverses manières, de toutes les entreprises, grandes et petites. On appelle cette grandeur globale : valeur de tout le produit disponible à la vente. Il faut donc relever l'utilisation de toutes les matières premières entrant dans le cycle productif, toujours aux prix du marché. Une fois retranché ce montant de la valeur de la production disponible, on obtient la grandeur que nous appelons : produit national brut (certains l'appellent moins exactement revenu national brut). Après avoir ensuite calculé, au moyen de nouveaux relevés, les frais de renouvellement des moyens et équipements collectifs (amortissements) et les avoir aussi retranchés, on arrive au produit national net (équivalent à la valeur ajoutée par le travail dans la production). Il faudra encore en retrancher les impôts pour arriver au revenu national proprement dit qu'on qualifie de « revenu national net au prix coûtant des facteurs », les dits facteurs du calcul étant les quantités et les prix des produits, des matières premières, de l'usure, des impôts etc.... Le mot « facteurs » n'est pas mathématiquement juste puisque les *facteurs* sont les grandeurs qu'on multiplie entre elles (telles une quantité et un prix) ; mais celles qu'on additionne et soustrait sont des *termes* ; il vaudrait mieux dire : revenu national calculé suivant le coût de ses différents éléments.

On reviendra en temps voulu sur la méthode et la terminologie tant américaine qu'italienne, mais la présente clarification était nécessaire.

* * *

Dans les semaines écoulées depuis la réunion de Ravenne, la presse périodique qui s'occupe d'économie a fourni les données américaines définitives portant sur la totalité de l'année 1956 qui, au moment de la réunion, étaient connues à l'exclusion des derniers mois. Les commentaires vont bon train sur le virage brutal de la « conjoncture » qui est qualifié de fléchissement sinon de repli. Le grand élan pris entre 1954, année de dépression, et la fin de 1955 a été tel qu'il s'est poursuivi en général durant toute l'année 1956, maintenant à un niveau élevé les chiffres absolus qu'on peut continuer à proclamer « records historiques de tous les temps », mais entre 1955 et 1956 les accroissements ont été fortement réduits par rapport à ceux, exceptionnels, d'entre 1954 et 1955, et dans certains cas des chiffres négatifs sont apparus.

¹⁹ Cf. *Il programma comunista* nos 3 et 4 de 1957.

L'économie américaine, disent ses apologistes, se maintient à un haut niveau, mais on célèbre les chiffres de la « prospérité » en comparant 1952 et 1956 (revue anglaise *Economist*). En 4 ans, la population s'est accrue de plus de 7% (on sait que dans cette période elle a atteint les 170 millions). En 1946, au sortir de la guerre et au vu de l'accroissement d'alors, on pouvait évaluer à 162 millions seulement non celle d'aujourd'hui mais celle de 1975 ! Si au contraire la « *fertility* » (!), ou excès des naissances sur les décès et des immigrants sur les émigrants, allait désormais se conformer au rythme d'avant-guerre, on arriverait en 1975 à plus de 200 millions ; mais si au contraire le taux actuel se maintenait, la prévision serait de presque 230 millions.

Remarquons à titre de curiosité qu'avec le même critère appliqué à la population russe actuelle de 202 millions, on peut prévoir pour 1975 le chiffre de 280 millions. Les Russes qui aujourd'hui dépassent les Américains de 30 millions les surpasseraient (l'année de la probable guerre mondiale) de 50 millions au cas où se maintiendrait, durant ces 20 années, ou à peu de choses près, la présente *fertility*, étrangement identique aujourd'hui chez les deux grands colosses « en émulation ». A moins que la totalité de ces 500 millions, ou plutôt les monstres étatiques armés qui les dominent, ne tombent sous le joug des millions d'hommes du reste du monde qui seront peut-être alors 6 fois plus nombreux.

Revenons à l'Amérique. Entre 1952 et 1956, le revenu national pro capite a augmenté de 13%. Il y a 20% de familles en plus qui possèdent une automobile, 85% de maisons en plus équipées de téléviseurs (bravo ! En Italie, elles seront 1 million % de plus, vu qu'il n'y en avait pas en 1952). Celles équipées de réfrigérateurs, 21% de plus. Le nombre des jours de vacances annuelles des salariés s'est accru de 21%.

Le même tableau de la revue anglaise dresse les horoscopes pour 1957. Il prévoit que les prix de gros et de détail continueront à monter. Dans les 12 mois de 1956, les premiers ont monté de 111,9 à 116,2 ; les seconds de 114,6 à 118 (et donc d'environ 3,9 et 3%). Il prévoit que les prix de gros des produits agricoles continueront à baisser ainsi que le revenu agricole, en chute depuis 1951 ; il en est de même de la production d'automobiles (en 1956, baisse de 9 à 7 millions d'unités) et de logements (les unités commencées entre 1955 et 1956 sont passées de 1 300 000 à 1 100 000).

Nous avons eu l'occasion de faire allusion aux avertissements d'Eisenhower plaidant, devant le risque d'inflation, pour l'augmentation drastique des recettes dans le budget de l'Etat, celle-ci étant indispensable pour faire face à l'accroissement des dépenses.

Suivant une source américaine, l'habituelle *United Press*, agence du grand capital, en date du 1^{er} février, le cours des affaires à la fin du premier mois de 1957 « se poursuit dans l'ensemble favorablement, mais il y a des signes que le *boom* pourrait aller en s'amenuisant ». Les hauts niveaux de la production, de l'emploi et des ventes se sont maintenus en passant du 4^e trimestre de 1956 à 1957, mais il existe certains éléments insatisfaisants qui « troublent les experts ». Une liste en est donnée.

1. Perspectives de futures hausses de salaires.
2. Craintes de resserrement des marges de profit (les pauvrets).
3. Affaiblissement continu du marché des titres en bourse.
4. Recul continu de la construction de logements.
5. *Inquiétude* concernant la vente d'automobiles et l'abandon de commandes d'acier de la part de l'industrie automobile.
6. Persistance de la pénurie d'argent qui a déjà obligé de nombreuses firmes à « mettre au rancard » des plans d'expansion (investissements).

7. Conflits syndicaux sporadiques avec pertes dans la production d'acier, de textiles et de cuivre.

Le Président songe à lever des impôts afin de pouvoir commander de l'acier et d'autres marchandises à destination de l'industrie d'armement.

Entre-temps, le 12 février, la chute des actions cotées en Bourse a atteint un minimum qu'on n'avait pas connu depuis le 2 novembre 1955 (indice 168 dans la cotation que l'*Associated Press* établit pour les 60 actions les plus importantes).

A partir de cette date, les vicissitudes principales furent les suivantes. Au début de 1956, l'indice était à 180, mais le 11 février il baissa de nouveau à 168,9 pour se remettre à monter jusqu'au maximum « de tous les temps » : 191,5 aux premiers jours d'avril. On atteignit 175 en mai pour remonter à plus de 190 à la fin juillet, mais ce fut alors la crise de Suez et les cotes se remirent à baisser jusqu'au minimum de 175 aux premiers jours d'octobre. Entre Ike et le reste on vivota jusqu'au début de cette année (182) et puis ce fut la glissade déjà citée jusqu'à 168,9 à laquelle on tente de réagir ces jours-ci avec les mesures habituelles et les lumières des sempiternels *experts*.

Nous pensons que ce n'est pas encore la « sœur » de la crise du vendredi noir mais seulement une vague annonciatrice, étant donné que les chiffres de la production et de l'emploi de force de travail sont pour l'instant élevés. Mais les salaires montent et les profits descendent, et si la monnaie baisse davantage pour les prix industriels que pour les prix agricoles, ceci indique (suivant la critique marxiste) qu'on est dans une phase précédant de quelques années celle de la crise et de la triste mine que fera « l'école du bien-être ». Pour l'heure, la Révolution se contentera d'une victoire théorique.

La crise du *stock market*, c'est-à-dire du jeu boursier, n'est pas en soi le fait essentiel. Les cotes baissent parce que beaucoup de porteurs d'actions, c'est-à-dire de crédateurs des grandes corporations industrielles, craignent d'une part la baisse des profits (dividendes futurs en baisse) et sont poussés d'autre part à vendre par manque de liquidités destinées à d'autres nécessités, y compris de consommation ou de remboursement de crédits à la consommation. Il s'agit d'un massacre des petits porteurs de titres industriels, et donc pas encore d'un retournement de situation pour le capital, mais d'une étape dans sa concentration. Sa virulence est intacte, mais ce qui fait l'objet d'une réfutation, c'est sa dilution dans le bien-être concédé aux figures moyennes de la société.

* * *

Nous prendrons congé pour l'instant de notre sujet en jetant un coup d'œil sur les chiffres qui signalent une différence des plus considérables entre les épisodes 1955-1956 et 1956-1957.

Les prix de gros de toutes les marchandises, en indices, ont augmenté entre le milieu de 1955 et celui de 1957 (à la différence de la variation, bien plus sensible, entre début et fin 1956) de 110,7 à 114,4 et donc de 3,4%. Il y avait eu aussi une augmentation entre 1954 et 1955 mais d'à peine 0,3%, soit une quasi stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie.

Parmi ces prix de gros, ceux des produits *agricoles* ont au contraire *baissé* de 1,3%. Entre 1954 et 1955 il y avait eu une chute, mais bien plus forte : de 6,2% bien pesée ! Notons qu'il s'agit de prix pour le producteur et non pour le consommateur. D'où la ruine des *farmers*.

Les prix de détail de tous les articles ont augmenté l'année dernière de 1,5%. Ils avaient au contraire *baissé* de 0,2% entre 1954 et 1955. Parmi ceux-ci les prix des aliments ont augmenté de 0,7% - après avoir *baissé* de 1,5%. L'habillement a augmenté de 1,7% tandis qu'il avait *baissé* de 0,6% lors du précédent cycle annuel. Le logement a augmenté de 1,4% contre 0,8% seulement lors du cycle 1954-1955.

L'année passée a vu s'élever la moyenne des salaires : de 76,52 dollars par semaine à 80,13, soit 4,7%. Compte tenu du changement des prix, cette hausse du salaire nominal se réduit, en salaire réel, à 3,1%. L'année précédente, elle avait été de 6,5%.

Entre le milieu de 1955 et celui de 1956, le nombre d'emplois a augmenté, atteignant 64 979 000 unités, soit une augmentation de 2,8%. Puisque la proportion de chômeurs n'a pas varié (de 4,0 à 3,8%) les statistiques font dépendre la croissance de l'emploi d'une *force de travail disponible* accrue, en augmentation de 2,6%. En 1954-1955, elle avait été de 3,2%.

En 1956, le *gross national product*, valeur brute créée par le travail, s'est élevé à 412,4 milliards de dollars, une augmentation de 5,5% par rapport à 1955 qui, évaluée en monnaie constante, descend à 3,9%. Entre 1954 et 1955, elle avait été bien supérieure : 8,3%.

Il reste donc un fait, grave pour une économie si « intelligente ». Dans la transition de 1954 à 1955, elle a fait travailler 3,2% de personnes en plus et croître le produit du travail de 8,3%. L'année passée, aux améliorations techniques tant vantées, elle a fait travailler 2,8% de personnes en plus et croître la valeur produite de 3,9% seulement. A productivité égale, elle aurait dû croître de 7,5%²⁰.

Nous n'avons pas encore, certes, les données de la rémunération globale du travail et de l'ensemble des heures de travail effectuées, mais elles suffisent pour comprendre le « trouble » des experts.

Concluons par quelques autres comparaisons entre les deux périodes. L'indice total de la production industrielle a vu sa *progression*²¹ baisser de 11,2 à un misérable 2,9. Celui des biens « durables » a fait pire : il a baissé de 13,2 à 2,6 ; celui des « non durables », de 8,4 à 2,4. Parmi les premiers, prenons les véhicules : en 1954-1955 ils avaient fait un bond fantastique de 16,6% ; ils ont chuté à -2%. Parmi les biens non durables, il en fut de même de la production de textiles : d'une augmentation de 9%, ils sont passés à une *perte* de 0,9.

Entre 1954 et 1955, l'industrie du bâtiment avait connu une croissance de 13,8% accompagnée d'hymnes au « *tous propriétaires* » ; et aujourd'hui de 2,8 seulement.

La dépense générale des consommateurs (au comptant ou à crédit) a augmenté de 4,6% qui se réduisent à 3% environ en tenant compte de la montée des prix ; tandis qu'entre 1954 et 1955, elle s'était améliorée de 7,8%.

Pour finir, la grandeur fétiche, le *revenu national*, le *personal income* ou revenu individuel global suivant la terminologie américaine. De 1954 à 1955, il s'est accru de 287,3 à 306,1 milliards de dollars, c'est-à-dire de 6,5%. On annonce qu'en 1956 il est passé à 325,2, ce qui donnerait une augmentation non corrigée de 6,3. Mais si nous réduisons ces 325,2 milliards en fonction de la hausse des prix de détail, ils deviennent 320,3, avec une augmentation réelle de 4,6%, moindre que l'année précédente bien que toujours considérable. L'augmentation du revenu serait presque entièrement due aux rémunérations et salaires puisque les profits ont connu une stagnation. En effet, les gains des sociétés qui, de 1954 à 1955, étaient passés de 15,5 à 21 milliards, soit une hausse d'au moins 36%, ne se sont élevés en 1956 qu'à 21,5 milliards, soit une hausse d'à peine 2,4%. C'est donc à juste titre que les entrepreneurs en redoutent carrément la diminution en 1957. Le produit capital augmente, le profit global décroît : c'est la loi marxiste de la baisse du taux de profit que tout le cours de l'économie américaine vient confirmer.

²⁰ En effet, si à une augmentation du capital variable de 3,2 correspond une augmentation de la valeur produite de 8,3, alors d'une augmentation de 2,8 du capital variable on attendrait une augmentation de 7,26 (soit 7,5 en valeur arrondie) de la valeur produite.

²¹ Ital. : *scatto*.

ENCORE QUELQUES PETITS CHIFFRES AMERICAINS

« Rolling readjustment »

En ce début de nouvelle année solaire, la presse des capitalistes d'Amérique tient à expliquer au monde que tout se remet en place et que le seul problème est de compenser les industries qui produisent trop par celles qui produisent peu, c'est-à-dire de régler quelque peu les rouages, ceux qui *tourment* trop et ceux qui *tourment* trop peu, en *ajustant* les cycles. Réglage pendant la marche et sans qu'il y ait à craindre de devoir arrêter un instant toute l'énorme machine. Que faire ? Facile ; la saine émulation compétitive nous l'enseigne : un Plan, messieurs.

Toute la production industrielle américaine (nous revenons à la comparaison déjà faite entre 1955 et 1956) a augmenté, on le sait, de 3% en l'espace des deux dernières années.

Mais comment cette moyenne se répartit-elle entre les différents secteurs ? Certains pressent le pas, d'autres l'ont ralenti et ont trouvé comme remède de faire des semaines de trois jours de travail et autres choses de ce genre. Toutefois les consommateurs achètent : il s'agit de mieux distribuer la production. Il nous semble que le sens serait le suivant : l'écoulement auprès des consommateurs provenant de Sa Majesté la Production se passe bien pour les petites dépenses et moins bien pour les grosses. Mais c'est assez ; que les chiffres seuls parlent.

« Rolling adjustment » en 1956

Variations en pourcentage de la production physique des secteurs industriels

Outillage industriel et commercial	+ 16 %
Industries de l'aéronautique	+ 14 %
Appareillage électrique	+ 14 %
Gaz et électricité	+ 10 %
Produits chimiques	+ 7 %
Produits pétroliers raffinés	+ 6 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE	+ 3 %
Métaux non ferreux	+ 1 %
Ameublement	- 1 %
Textiles (coton)	- 1 %
Acier	- 2 %
Machines agricoles	- 5 %
Matériaux synthétiques (!)	- 15 %
Construction de logements en cours	- 16 %
Automobiles (hear, hear !)	- 27 %

Le plan indispensable pour rendre tolérable l'anarchie capitaliste de papa Marx doit être à double effet : un *pianoforte*²².

²² Un plan (*piano*) qui agit à la fois « doucement » et « fort ».